



Evaluation finale du programme DGD 17-21: « Luttons ensemble pour les droits de tous » (2017-2021) au Sénégal

Rapport final



Kangambc@gmail.com

Avril 2022

LISTE DES SIGLES & ABREVIATIONS.....	3
RESUME.....	4
I. INTRODUCTION.....	6
I.1. Contexte et description du programme.....	6
I.2. Objectif de l'évaluation finale.....	7
I.3. Méthodologie.....	7
I.3.1. Préparation de la mission.....	7
I.3.2. Elaboration et validation de la note d'orientation méthodologique (NOM).....	7
I.3.3. Méthodes de collecte de données, présentation des outils de collecte validés par Solidagro.....	8
I.3.4. Traitement et analyse des données.....	10
I.3.4.1. Traitement des données.....	10
I.3.4.2. Interprétation et analyse des données.....	10
II. PRINCIPAUX CONSTATS : RESULTATS.....	10
II.1. PERTINENCE (5).....	10
II.2. COHERENCE (5).....	22
II.3. EFFICACITE (4).....	23
II.4. EFFICIENCE (4).....	28
II.5. IMPACT (3).....	32
II.6. DURABILITE (3).....	35
II.7. THEMES TRANSVERSAUX.....	37
II.7.1. Genre.....	37
II.7.2. Environnement.....	38
II.7.3. Droits des enfants.....	38
II.8. CONTRAINTES ET DEFIS.....	39
II.9. LEÇONS APPRISES.....	40
II.10. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	42

LISTE DES SIGLES & ABREVIATIONS

ABD	Approche Basée sur les Droits
ACC	Adaptation au Changement Climatique
ANCAR	Agence National du Conseil Agricole et Rural
APE	Association des Parents d'Elèves
ASUFOR	Association d'Usagers des Forages Ruraux
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CIT	Centre d'Interprétation de Toubacouta
CDD	Comité Départemental de Développement
CLD	Comité Local de Développement
CNCR	Cadre National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CODEC	Collectif des Directeurs d'Ecoles
COGES	Comité de Gestion
CSC	Cadre Stratégique Commun
DDC	Direction du Développement Communautaire
DGD	Direction Générale Coopération au Développement
DGPRES	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
DSP	Délégation de Service Public
DYTAES	Dynamique pour la Transition Agroécologique au Sénégal
EDEQUE	Ecole Doctorale Eau, Qualité et Usages de l'Eau
EHA	Eau Hygiène Assainissement
ELS	Eglise Luthérienne du Sénégal
EROT	Evaluation Rapide Organisationnelle et Technique
FANL	Fédération AND LIGUEY NIMBATO
FEE	Femme Enfance Environnement
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Coopération Allemande
GHM	Gestion de l'Hygiène des Menstrues
LMSF	Mission Évangélique Luthérienne Finlandaise
IPAR	Initiative, Prospective Agricole et Rurale
OCB	Organisations communautaires de base
PAP	Plan d'Action Prioritaire
PCEHA	Plateforme Communale Eau Hygiène Assainissement
PSE	Plan Sénégal Emergent
SAPPATE	Solidarité et Action pour la promotion de Tattaguine et Environs
SDAM	Score de Diversité Alimentaire des Ménages
SDEPA	Service Départemental de l'Elevage et des Productions Animales
SRH	Service Régional de l'Hygiène
TAFSAE	Task Force pour la Promotion de l'Agroécologie
TOC	Théorie du Changement

RESUME

Avec le concours d'alliés, de parties prenantes et d'un réseau, Solidagro et ses partenaires, ont mis en œuvre le programme DGD 17-21: « Luttons ensemble pour les droits de tous » dans 5 communes de la région de Fatick au Sénégal de 2017-2021. Celui-ci a succédé au programme transfrontalier Sénégal et Gambie (2014-2016).

Au titre de l'évaluation finale le programme est **pertinent (5)**¹ au regard de son alignement avec les orientations politiques et priorités nationales (PSE2 et PAP1 et PAP2A), les politiques sectorielles, les politiques régionales, locales, les besoins des populations (une des régions les plus pauvres du Sénégal), les priorités de la coopération belge, les orientations stratégiques des partenaires de mise en œuvre et alliés accompagnant le processus (foncier pour le CNCR, agroécologie, droit à l'alimentation, alphabétisation fonctionnelle pour ELS, droit des enfants pour KIYO, une alliance et une synergie d'actions- SOS FAIM, Eclasio, Enda Pronat, Fahamu, AFSA, Caritas. pour la diffusion du TIRPAA (Traité International sur les Ressources Phylogénétiques pour l'Agriculture et l'Alimentation), productions de semences paysannes avec 4 Chemins entre autres.

Le programme est également **cohérent (5)** si l'on analyse les objectifs, la batterie d'activités et les résultats escomptés et obtenus. A la faveur d'une logique d'intervention maîtrisée, une répartition claire et précise des rôles des partenaires (CNCR-ELS-Solidagro) et structures d'appui, une cohérence entre l'objectif général, résultats attendus, un lien fort, logique et complémentaire entre les activités (sécurité alimentaire et droit à l'alimentation, pratiques agro écologiques, accès à l'eau productive et l'eau potable, accès des femmes à la terre, mise en place de comité de gestion foncière, renforcement organisationnel des OCB, renforcement de capacité en EHA, sensibilisation sur le droit à l'assainissement dans les établissements scolaires et droits de l'enfant, construction, réfection, réhabilitation de latrines dans les écoles, gestion durable des ordures ménagères y compris le recyclage, avènement de comités de gestion communaux²³ une complicité positive s'est développée au profit de l'OS14. La chaîne de renforcement de capacité des partenaires aux OCB, femmes et des jeunes, autres parties prenantes, leur a permis d'avoir plus confiance en eux ; de se hisser au niveau des instances de décision (investiture sur les listes électorales des élections municipales, capacités pour une meilleure qualité de participation dans les conseils municipaux et les comités de gestion foncière, interlocutrices incontournables des partenaires au développement). Il est également compatible avec les autres interventions même si on note des chevauchements sur les mêmes zones, les mêmes cibles sur la ou les mêmes activités avec des objectifs différents (sans coordination) que Solidagro et ses partenaires n'arrivent pas encore à juguler.

Le programme est **efficace (4)** à travers des mécanismes d'économie d'échelle et de contrôle qualité même si les partenaires de mise en œuvre avancent tous l'insuffisance des ressources par rapport aux ambitions et surtout par rapport aux perturbations apportées par le COVID-19 qui a impacté sur les hommes et les activités. Il est également **efficace (4)** par rapport à l'atteinte des objectifs (adoption du modèle agro écologique, réduction de la mortalité des poulets locaux traditionnels (de 80 à 11%), amélioration de l'accès à l'eau, production de semences, acquisition de terres par des femmes (plus de 1000 délibérations foncières dans la commune de Toubacouta au profit des femmes et des jeunes et au-delà de la Fédération ALN), augmentation de revenus des ménages. Tous les GIE rencontrés ont mentionné que le projet a engendré des changements positifs au niveau de leurs organisations. 63% d'entre eux ont affirmé avoir un meilleur fonctionnement et amélioré leur gestion administrative et 75% offrent maintenant plus de services à leurs membres. 76% des ménages bénéficiaires connaissent une amélioration de la consommation alimentaire et 53, % ont noté un meilleur accès à l'eau potable

Toutefois, certaines questions de fond se posent : zonage vs thématiques² si on compare les communes⁴, la fiabilité de partenaires tels que FEE et SAPPATE, qualité de l'eau et durabilité de l'accès à l'eau face aux changements climatiques, la salinisation des terres arables, insuffisance de l'implication de jeunes hommes adultes dans les activités d'EHA dans les villages, gouvernance locale par procuration de certains élus locaux, déséquilibre des résultats si on compare Toubacouta aux autres communes.

1 Sur une échelle de performance de 1 à 5., le nombre de plus élevé représente la performance la plus élevée Très bonne (5), Bonne (4), Moyenne (3), Faible (2), Très faible (1)

2 à Toubacouta et Mbam, par exemple

3 villages (7 OCB) sur 11 de Diouroup ont intégré le programme. Seuls 3 OCB (des villages de Ndioudiouf, Ndiogolor, DiobSimon) sur 7 villages ont bénéficié de 4 volets : Aviculture avec vaccination de la maladie de Newcastle, Activités EHA, plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre., 3 périmètres maraichers obtenus (Ndioudiouf, DiobSimon et Dioral chacun environ 1 ha)

4 par exemple de Toubacouta, de Niakhar et de Diouroup

Au niveau de l'**impact (3)** plusieurs retombées positives sont attendues dans le moyen et long terme dont : la quasi disparition de la maladie de Newcastle, l'émergence de nouveaux emplois verts, le développement d'un marché bio au Sénégal, l'amélioration des revenus et de la qualité de la consommation alimentaire, une transformation socio anthropologique dans les rapports des communautés sur l'accès des femmes à la terre, une reconnaissance de l'Etat du Sénégal des semences paysannes dans le capital semencier du pays, une meilleure prise en compte du droit des enfants dans les communautés et leurs autorités.

Plusieurs facteurs de **durabilité (3)** du point de vue financier et économique peuvent être notés : une Fédération ALN forte de ses membres pour mobiliser son énergie, des ressources et séduire des intervenants, une sécurisation foncière par l'obtention des actes de propriété et les investissements consentis dans les périmètres maraîchers, la mise en place de fonds rotatifs pour les semences et les vaccins pour la volaille, l'adoption de comité de gestion foncière au niveau des villages, la capitalisation des connaissances, compétences et acquis du programme. Il faut noter, par ailleurs, que la durabilité du programme sur le long terme dépendra entre autres, sur les facteurs suivants :

- Encourager la professionnalisation de la production des intrants de base pour accroître la capacité d'autonomie des acteurs. Il s'agit de : la production de semences paysannes bio, la production de compost/fumure organique et autres biofertilisants, la production de produits phytosanitaires naturels, la production de pépinières toute l'année y compris pendant l'hivernage,
- Continuer l'appui organisationnel aux OSC et leurs activités productives, notamment, l'agroécologie avec une gestion optimisée des ressources en eau
- Construire un marché bio et labélisation des produits issus de l'agroécologie pour une meilleure rentabilité⁵ comparée aux produits classiques
- Consolider les acquis sur le recul de la maladie de Newcastle et intégrer l'amélioration de la race aussi bien pour l'aviculture que l'élevage des petits ruminants
- Inventer des mécanismes qui assurent le fonctionnement des COGES (organisation de réunions périodiques, évaluation de plans d'actions, renouvellement des instances) ;
- Protéger et renforcer les acquis sur les droits des enfants, l'accès des femmes et jeunes à la terre et sur L'environnement.

L'approche basée sur les droits a été la charpente du programme et a été adoptée par les partenaires et parties prenantes. Par ailleurs même si la théorie du changement a été bien ficelée par Solidagro, les partenaires ne la maîtrisent pas au fond.

5 entités économiques professionnelles avec un système de management basé sur les principes d'efficacité et d'efficience (Approche 2D du CSC Sénégal)

I. INTRODUCTION

I.1. Contexte et description du programme

Viva Salud⁶, KIYO⁷ et Solidagro^{8,9,10} ont collaboré au sein d'un programme commun co-financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement (2017-2021). Il est dénommé « Luttons ensemble pour les droits de tous ». Ce consortium estime que chaque développement est basé sur la conquête et la réalisation de droits. Quel que soit le type de droit : droits de l'enfant, droit à la santé ou droit à l'alimentation, à l'eau, droit à l'assainissement ; etc. ce n'est que quand les détenteurs de droits seront en mesure de pouvoir revendiquer leurs droits que les porteurs d'obligations, et en premier lieu – mais pas seulement – les autorités, rempliront, défendront et promouvront ces droits.

Le programme DGD 17-21: « Luttons ensemble pour les droits de tous » a été mené dans 11 pays dont le Sénégal. Au Sénégal, Solidagro en collaboration avec ses partenaires promeut les valeurs et pratiques agro-écologiques en misant sur :

- l'optimisation des productions agro-écologiques par la production de semences locales reproductibles ;
- la formation sur 8 pratiques agro-écologiques ;
- l'intégration des activités d'élevage, et de maraîchage (activités de contre saison) ;
- le renforcement des communautés, particulièrement les femmes pour leur accès, le contrôle de, la terre, leur participation à la prise de décision et le renforcement de leurs structures, les groupements, associations et réseaux entre autres.

Le programme a été effectivement mis en œuvre dans **02 départements** (Fatick, Foundiougne) de la région de Fatick - une des régions prioritaires de la coopération belge au Sénégal -, **05⁸** communes ont bénéficié effectivement du programme Solidagro (Toubacouta, Djilor Fatick, Mbam, Diouroup et Niakhar)). Le programme y travaille essentiellement pour **le droit à l'alimentation et à l'eau potable**. Avec ses **02 partenaires** (l'Eglise Luthérienne du Sénégal et le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux), Solidagro renforce les organisations communautaires de base (OCB) et leurs fédérations pour une rentabilité optimale des exploitations agricoles et renforce les OCB/fédérations afin de les rendre autonomes. Par l'augmentation des capacités fonctionnelles et les capacités de plaidoyer, les OCB/fédérations feront respecter leurs droits. Le programme est **actif dans 35 villages** (dont 25 villages dans le département de Foundiougne et 10 villages dans le département de Fatick). Le département de Foundiougne, avec ses 3 communes regroupe 33 OCB réparties dans 25 villages dont 20 concentrés dans la seule commune de Toubacouta. Le département de Fatick, avec 2 communes compte 10 OCB dont 07 dans la commune de Diouroup.

Les 5 Communes ont ciblé 2676 ménages (représentés dans les GIE) sur un total de 4249 ménages (soit 63% des ménages) pour une population totale de 42.859 habitants. Selon les Termes de références, 1390 ménages ont été bénéficiaires directs du programme. Les secteurs d'intervention identifiés par Solidagro et ses partenaires sont : (1) *le maraîchage avec la promotion des techniques et pratiques agro-écologiques*, (2) *l'aviculture*, (3) *la qualité (la potabilité) de l'eau* et (4) *l'assainissement à travers la gestion durable des ordures ménagères*.

6 qui soutient le développement d'un vaste mouvement social en faveur de relations sociales, économiques et politiques justes

7 qui fait de l'empowerment avec les enfants et les jeunes pour qu'ils puissent prendre leurs vies en charge et réaliser leurs droits

8 qui contribue à la réalisation du droit mondial à l'alimentation et l'eau en promouvant le système alimentaire agro-écologique

9

10

Départements	Communes bénéficiaires	Nbre villages	Nbre de groupements	Taille des GIE				Population villages	
				Nbre de femmes	Nbre d'hommes	Total	Nbre de ménages des GIE représentés	Nbre ménages des villages	Population totale
Foundiougne	Toubacouta	20	20	1413	82	1495	1448	1880	14315
	Djilor	3	5	521	29	550	264	210	2351
	Mbam	2	8	407	100	507	502	392	3539
Fatick	Diouroup	7	7	370	66	436	293	1464	18747
	Niakhar	3	3	229	3	232	169	303	3907
	TOTAL	35	43	2940	280	3220	2676	4249	42859
	%			91,30	8,70		63		

Source : Calculs effectués à partir du tableau de la liste des villages partagés par Monsieur Diallo Représentant Pays Solidagro (chiffres de 2016)

L'outcome attendu est que les capacités des détenteurs de droits (OCB d'agriculteurs (trices) et leurs fédérations, les Comités de gestion (COGES) d'Eau Hygiène Assainissement) sont renforcées, envisageant de faire respecter le droit à l'alimentation et à l'eau potable, selon le modèle de l'agroécologie. C'est au bout des cinq ans d'activités que Solidagro commandite cette évaluation finale externe confiée au cabinet Kangam Business and Consulting (KBC-SARL).

I.2. Objectif de l'évaluation finale

L'objectif de cette évaluation est de réaliser un apprentissage sur les résultats obtenus durant ces 5 années d'intervention sur la base des critères du CAD : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité et pour chacun des résultats suivants :

- Résultat 1. Développement organisationnel des OCB et des COGES
- Résultat 2. Participation des femmes et des jeunes, organisés dans les OCB, dans les décisions politiques des communes
- Résultat 3. Augmentation de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau des ménages à travers un modèle agro-écologique

I.3. Méthodologie

La mission s'est déroulée en plusieurs phases :

I.3.1. Préparation de la mission

- o Réunion de cadrage avec l'équipe de Solidagro : Monsieur Wim VERECKEN et Madame Lien VERSTRAETE, responsables du programme en Belgique, Monsieur Doudou DIALLO, représentant pays. Ces séances de travail ont permis de
 - Préciser et/ou ajuster la méthodologie et le plan de travail proposés (par exemple introduire un groupe témoin),
 - Stabiliser l'échantillon minimal
 - Préciser les attentes du commanditaire pour la présente mission,
 - Etablir un circuit de communication avec l'équipe de projet
 - Identifier les villages et GIE ayant bénéficié du projet.
- o Ceci sera suivi par de brefs échanges avec les partenaires ELS et le CNCR à partir de Dakar pour se donner une idée de l'organisation de la mise en œuvre de la mission sur le terrain aux fins de mieux planifier la collecte des données

I.3.2. Elaboration et validation de la note d'orientation méthodologique (NOM)

Une note d'orientation méthodologique a été soumise à Solidagro. Elle a, entre autres, présenté la revue documentaire qui a permis de remonter l'historique de la mise en œuvre, d'apprécier les résultats obtenus et

performances à travers les indicateurs suivis de 2017 à 2021 mais aussi les innovations introduites et les leçons apprises. Par ailleurs, l'évaluation à mi-parcours de 2019 donne une appréciation des critères CAD et analyse les thématiques d'intervention. En se référant à la matrice d'évaluation la NOM a présenté également la méthode de collecte de données, les outils, l'échantillonnage (zones couvertes, taille de l'échantillon, différents groupes cibles), l'équipe de terrain, la méthode et outils de traitement des données) Ceci a été validé par Solidagro avant le démarrage de la phase de terrain.

I.3.3. Méthodes de collecte de données, présentation des outils de collecte validés par Solidagro.

Le protocole d'impact qualitatif (QUIP) qui analyse l'impact sur la base de l'attribution auto-déclarée a servi de guide pour ce travail. Les outils élaborés¹¹ tiennent compte de la théorie du changement qui guide le type d'informations à chercher. Ainsi 2 types d'outils sont élaborés : des guides de focus-groupes de discussions avec les populations et des guides pour les entretiens semi-structurés au niveau des ménages et avec les personnes ressources (responsables OCB, services techniques, etc.)¹². Cinq outils ont été utilisés : i. questionnaire/guide d'enquêtes semi-structurés ménages bénéficiaires, ii. Questionnaire/guide d'enquêtes semi-structurés ménages non bénéficiaires, iii. guide d'entretien avec les partenaires de mise en œuvre/institutionnels, iv. guide focus group avec les responsables des OCB (GIE), guide d'entretien avec le personnel de Solidagro en plus des entretiens avec les personnes ressources.

L'échantillonnage est structuré de façon à avoir à la fois un échantillon représentatif et pertinent : Il se présente sous une stratification définie comme suit :

- *Niveau commune* : 3 communes sur 5 ont été couvertes (soit 60%). Il s'agit des communes de Toubacouta, de Diouroup et de Niakhar
- *Niveau village* : 14 villages sur 35 ont été couverts, soit 40% (cf : tableau ci-dessous)
- *Niveau OCB* : 10 OCB sur 43 ont été interrogés à travers des focus group, soit 23% des OCB (un total 78 membres des OCB)
- *Niveau Ménages* : 219 ménages bénéficiaires directs sur 1390 ont été interrogés, soit environ 16%. Un groupe témoin de 26 ménages non bénéficiaires (représentant 11% du total des ménages interrogés dans le cadre de cette évaluation) a été interrogé
- *Partenaires et parties prenantes* interviewées : les 2 partenaires (ELS et CNCR) à travers leurs Chargés de programme ainsi que les techniciens de terrain d'ELS, les élus locaux : le député maire de Toubacouta, les autorités administratives, notamment le préfet de Toubacouta, les services techniques, en l'occurrence le chef de service départemental de Foundiougne.

Ce choix s'explique à la fois par le nombre de villages à Toubacouta et Diouroup (où a été concentrée une grande partie des activités) mais également par leur place dans la région comme zones d'influence. Si la sélection des communes est faite par choix raisonné celle des villages à l'intérieur de ces communes se fait par tirage au hasard. Cette combinaison est importante dans la validation de données.

Nous avons procédé à un léger ajustement sur le terrain. En lieu et place de focus group avec les mêmes ménages interrogés en entretiens semi-structurés, nous avons opté réaliser les focus group avec les bureaux des OCB en vue d'élever le niveau de triangulation des données collectées¹³.

11 Voir annexes

12 Idem

13 Elles sont en même temps membres de ménages ayant bénéficié programme et responsables au niveau des GIE

Tableau 1. Echantillon ajusté sur le terrain et mis en œuvre

ECHANTILLON AJUSTE MIS EN ŒUVRE						
Communes	Villages	GIE	PREVU		REALISE	
			Ména.Bénéf.	Ména. N bénéf	Ménages Bénéf	Ménages non bénéf
Toubacouta	Batamar	Dioubo	13	0	13	0
	Diaglé	Deggo	13	13	13	13
	Keur Alioune Guèye	Dioubo	26	0	26	0
	Ndoffane	Jalki Jek	13	0	13	0
	Santhie Berra	Takku Liguey	22	0	22	0
	Sous total 1		87	13	87	13
	Bamako	Niomouto	13	0	14	0
	Dassilamé Sérère	Mbela Gorum	24	0	24	0
	Dielmon	Nanoor	13	0	13	0
	Nema Bah	Yoon Ndioffor	24	13	24	6
	Sangako	Mboga Yiif	13	0	13	0
	Sous total 2		87	13	88	6
Diourouop	Fayil	Thioffane	20	13	9	0
	Ndiongolor	Takku Liggey	10		11	4
	Diob Simon	Mbog Diom		0	5	3
Niakhar	Podom	Mboua Yiff	10	0	19	0
Sous total 3			40	13	44	7
Grand Total			214	39	219	26

Sources : Cabinet KBC-SARL, Nov 2021

En plus, 10 focus group ont été menés avec 10 GIE.

Tableau 2: Liste des GIE pour les Focus group

Villages	GIE	Nbre personnes ayant participé au FG
Batamar	Dioubo	10
Diaglé	Deggo	7
Keur Alioune Guèye	Dioubo	7
Ndoffane	Jalki Jek	11
Bamako	Niomouto	5
Dassilamé Sérère	Mbela Gorum	8
Dielmon	Nanoor	11
Nema Bah	Yoon Ndioffor	6
Sangako	Mboga Yiif	4
Ndiongolor	Takku Liggey	9
	TOTAL	78

Les guides d'entretien ont été élaborés et déployés sur Kobocollect qui a servi de support pour réaliser la collecte des données.

L'équipe d'évaluation était composée de 5 enquêteurs résidant dans les communes de Keur Samba GUEYE, de Nioro Alassane TALL et de Diouroup (avec un niveau scolaire variant du Baccalauréat à la licence), de 2 superviseuses (niveau Master 2) et l'expert Evaluator.

Tous les entretiens semi-structurés et focus group OCB, ont été menés en présentiel sauf pour le Directeur de ELS, les responsables de programme ELS à Niakhar et à Diouroup, le secrétaire municipal de la commune de Diouroup et le coordonnateur national du CNCR qui ont été interviewés par visioconférence.

Au total la collecte de données pour le compte de cette évaluation a été réalisée auprès de 350 personnes

I.3.4. Traitement et analyse des données

I.3.4.1. Traitement des données

Dans un premier temps les 5 bases de données correspondant aux cinq outils ont été d'abord contrôlées sur Kobo collect et validées avant d'être transférées sur Excel. Un second niveau de nettoyage a été réalisé sur Excel ainsi que des corrections apportées sur les lettres ayant été transformées en signes durant leur transfert sur Excel.

Dans un second temps, nous avons travaillé à la codification des données (ménages bénéficiaires ou non, partenaires et focus group). Ce travail a permis de mieux organiser les données pour faciliter leurs interprétations.

Dans un troisième temps, nous avons traité les données codifiées à travers des représentations graphiques ou calculs d'occurrences sur Excel afin de déterminer les tendances et leurs poids respectifs dans les réponses.

Dans un quatrième temps, pour les données qualitatives –non transposables- où nous avons de longs textes dont les idées et thématiques sont multiples, nous avons procédé à des regroupements pour ressortir les noyaux de sens et les idées pertinentes qui étaient partagées. Cette partie a été couplée à l'analyse des discours et nos interprétations basées sur nos observations directes.

Dans un cinquième temps, nous avons procédé à une exploitation de la documentation partagée par Solidagro : rapports annuels, évaluation mi-parcours, document de programme DGD, Indicateurs de résultats, etc. pour une imprégnation globale qui participe à la construction de notre schéma d'interprétation.

I.3.4.2. Interprétation et analyse des données

Cette partie se fonde essentiellement sur l'exploitation des données issues du terrain mixées à la revue documentaire et les observations majeures. Les tendances lourdes ressortent aussi bien sur l'analyse quantitative que qualitatif.

II. PRINCIPAUX CONSTATS : RESULTATS

II.1. PERTINENCE (5)

L'intervention a été conçue pour répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires et du bailleur tout en s'alignant sur les politiques nationales et les priorités régionales.

Le programme s'aligne aux priorités de l'Etat

Sur le plan national, le programme est en phase avec la vision à long terme du développement du Sénégal décliné dans le Plan Sénégal Emergent-2035 (PSE I et II) et les programmes et stratégies sectorielles (le PRACAS 2014-2017, PAP 1 & PAP 2A, La Lettre de Politique Sectorielle Eau et Assainissement du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement ; de la SNEEG 2015 (Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre). En effet, le projet s'aligne avec deux plans d'actions prioritaires du PSE (PAP1 2014-2018 et PAP2A 2019-2023), notamment avec les axes stratégiques 1a « Transformation structurelle de l'économie et croissance » et 2 « Capital humain, Protection sociale et Développement durable ». Le PAP 1 (2014-2018) vise le soutien à

l'agriculture familiale, l'appui à la résilience climatique et gestion des risques et catastrophes et l'intégration de l'Adaptation aux Changements climatiques dans la voie d'un développement durable du pays. Le PAP2 (2019-2023) cherche, entre autres objectifs, à « renforcer le capital humain, la protection sociale et le développement durable à travers notamment la promotion de la protection sociale et la réduction de la dégradation de l'environnement, des ressources naturelles et des effets néfastes du changement climatique ». Le PAP2 intègre également le genre pour une participation inclusive, équitable ou égalitaire des acteurs au processus de développement.

Le programme cadre parfaitement avec les priorités stratégiques du CSC notamment les cibles stratégiques 2 (amélioration des conditions de production et de vie des agriculteurs/trices, par la prise en compte des principes de l'agro-écologie et par le focus sur les femmes et les jeunes dans les groupes cibles), 5 (sensibilisation sur l'environnement, selon les codes nationaux de l'EHA et de l'environnement et par des activités protectrices de l'environnement en conséquence), 6 (travail du programme sur l'EHA et l'expérience de Solidagro dans ce domaine) et 8 (attention particulière pour le genre), l'expérience de Solidagro, le choix de ses partenaires.

Le programme s'aligne aux priorités de la coopération belge

Le programme tient compte également des priorités de la coopération belge. En effet, les quatre priorités décrites dans la note stratégique de la coopération belge sur le secteur d'agriculture et de la sécurité alimentaire sont toutes intégrées dans ce programme : l'appui à la production agricole et la commercialisation de ces produits, le renforcement de capacités des partenaires et des OCB des producteurs et l'empowerment des femmes.

Le programme répond aux besoins des populations

Le programme est enfin pertinent par rapport aux besoins des bénéficiaires car il apporte spécifiquement aux bénéficiaires femmes et jeunes des opportunités de renforcement de leur pouvoir de décision et de leur pouvoir économique.

La loi sénégalaise stipule que les femmes et les hommes ont des droits égaux en ce qui concerne l'accès aux ressources foncières et naturelles ainsi que le contrôle de ces dernières. Dans un contexte où les pratiques coutumières et traditionnelles offrent rarement l'opportunité aux femmes - même d'hériter de la terre - le programme a permis aux OCB de femmes de bénéficier d'actes de propriétés foncières immatriculées aux noms de leurs GIE et même à certaines d'obtenir des titres individuels.

L'approche participative dans sa formulation avec tous les partenaires (CNCR, FEE, SAPPATE, SDEPA, Solidagro), la maîtrise du contexte à travers des évidences précises tirées des rapports baseline qui identifient les besoins avec des indicateurs clés bien établis, la souplesse dans la mise en œuvre (capacité d'adaptation, la flexibilité), la relation de confiance réciproque des acteurs, la capitalisation des différentes leçons apprises lors des programmes qui ont précédé ont beaucoup contribué à rendre pertinent et de manière indiscutable la mise en œuvre du programme.

Le programme s'aligne aux objectifs de la région de Fatick et des Communes

Enfin le Programme s'est aligné aux objectifs des Plans de Développement Communaux. Au niveau régional, le droit à l'alimentation et à l'eau potable constitue un grand défi aussi bien pour les autorités que pour les populations (salinité, pauvreté des sols ; etc.).

Même si le programme au Sénégal est - sans aucun doute - très pertinent, il n'en demeure pas moins que l'éclatement de la zone d'intervention, le choix de certains sites ou thématiques peuvent être interrogés. Dans certains villages les activités restent sommaires. C'est le cas de Fayil, Dielmon, Toubacouta village, Ndiongolo¹⁴r. Les activités en agroécologie ont été développées dans l'essentiel des 35 villages sauf Sangako et Toubacouta dans la Commune Toubacouta ; Ndiongolor, Fayil, Diamaguene, Ndour Ndour dans la Commune de Diouroup ; Sanghaie, Podome et Sorokh dans la Commune de Niakhar. Dans toutes ces Communes où le programme n'a pas investi dans le maraîchage cela est essentiellement lié à la salinité ou l'indisponibilité de terres.

¹⁴ Construction, réhabilitation de puits, vaccination des poulets locaux contre la maladie de NC

- Des changements dans le contexte et/ou au sein de l'organisation (Solidagro même et/ou les partenaires exécutants) ont-ils eu une influence sur la pertinence de l'intervention. Comment ont-ils été gérés ?

Le COVID-19 perturbe les activités mais n'entame en rien les résultats attendus

Les années 2020 et 2021 furent marquées par la crise de la pandémie du Covid-19 qui a impacté significativement sur le déroulement normal des activités du programme. Pendant au moins neuf mois en 2020, les animations et sensibilisations en direction des Groupements villageois ont été réduits, les actions dans les écoles fermées (du fait de la pandémie du covid 19) ont été suspendues ; ce qui a apporté une cassure dans la dynamique d'intervention. La reprise après l'arrêt brusque en début 2020 s'est faite de façon graduelle avec une perte des repères évidente pour les équipes de projet. Par la suite, la zone de Toubacouta a été retouchée par la vague de la pandémie au courant des mois de Mars à Avril 2021. C'est ainsi que les autorités administratives avaient instauré à nouveau des mesures restrictives au niveau local telles que l'interdiction de la tenue des marchés hebdomadaires de la zone et des rassemblements. Les rencontres du Comité de Pilotage ont été presque nulles à cause des risques sanitaires et des restrictions¹⁵. Toutes ces mesures restrictives ont affecté la mise en œuvre du projet avec la suspension des rencontres de mobilisation de masse telle que l'action de plaidoyer prévue le 22 mars 2020 à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau qui a été annulée. Les directives ont été respectées mais tout en poursuivant des activités dont leur tenue était encore possible. C'est dans ce sens que les émissions radios ont permis de juguler certaines activités de sensibilisation en direction des groupes cibles avec des thématiques majeures : l'EHA, la maladie de Newcastle, l'accès à la terre pour les femmes ; etc.

Des changements intervenus au niveau des partenaires vite jugulés par une adaptation agile et responsable

En 2018, le programme a enregistré les départs des partenaires FEE et SAPPATE et a été réaménagé. Ce qui fait que le nombre de communes est passé de 7 à 5 la commune de Fatick et celle de Sokone ont été retirées. Par contre le village de Ndioudiouf dans la commune de Diouroup a été ajouté pour maintenir le nombre de villages à 35.

En outre le changement à la tête du Directeur du Développement Communautaire de l'ELS en 2018 a nécessité une mise à niveau pour son nouveau directeur qui avait en charge de coordonner au moins quatre nouveaux programmes dont le programme avec Solidagro. Le CNCR a promu le chargé de Programme qui devient Coordonnateur ; ce qui renforce son ancrage dans le programme avec Solidagro.

Ces perturbations n'ont pas affecté la pertinence du projet qui demeurerait intacte. Toutefois, cela a occasionné de nouveaux besoins au niveau des bénéficiaires surtout liés à la santé. Selon les partenaires rencontrés, les adaptations nécessaires relatives au COVID-19 et aux besoins des bénéficiaires ont été effectuées afin de renforcer le potentiel existant dans certains villages. (animation en EHA dans les périmètres maraîchers, accompagnement des efforts de l'Etat pour le respect du protocole sanitaire préalable à l'ouverture des classes, confection et remise de plus de 3.500 masques aux autorités locales ; l'installation de lavage mains dans 35 écoles de Toubacouta).

Des adaptations par rapport aux cibles, aux zones ou activités qui intègrent les particularités du milieu

Le projet a aussi eu à faire d'autres adaptations par rapport aux réalités du milieu : les premiers groupements n'étaient composés que des résidentes mais au cours de la mise en œuvre, les acteurs se sont rendu compte qu'il fallait intégrer les filles à migration saisonnière. Dans certains villages des activités non prévues à la conception ont été introduites pour mieux s'adapter au contexte du COVID-19 ou pour renforcer le potentiel existant. C'est le cas pour les villages de Podome et de Diamaguene où des activités d'aviculture (notamment l'amélioration de la race) ont été introduites (non prévu à la conception).

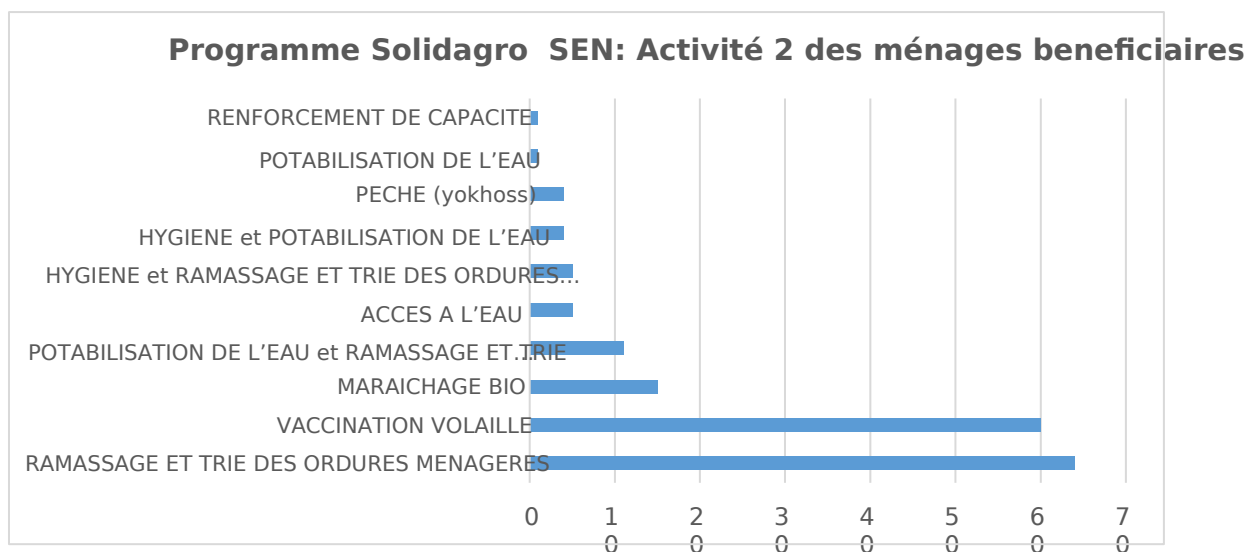
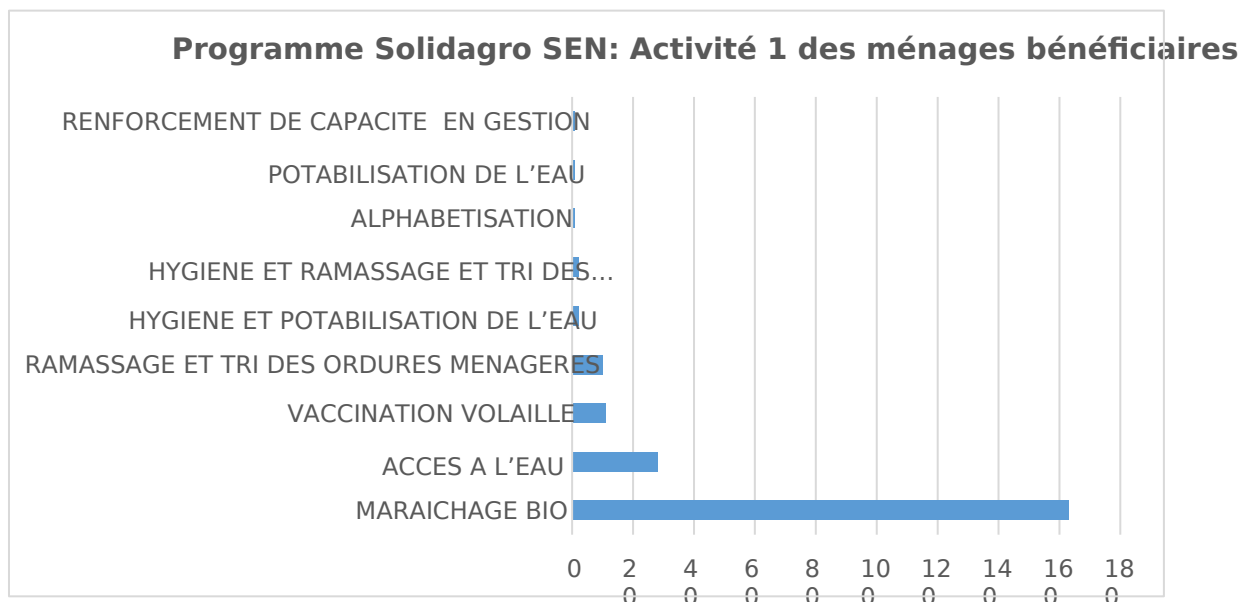
¹⁵ Beaucoup de membres du Comité de Pilotage étant des personnes à risque notamment du fait de leur âge et de leur dispersion géographique

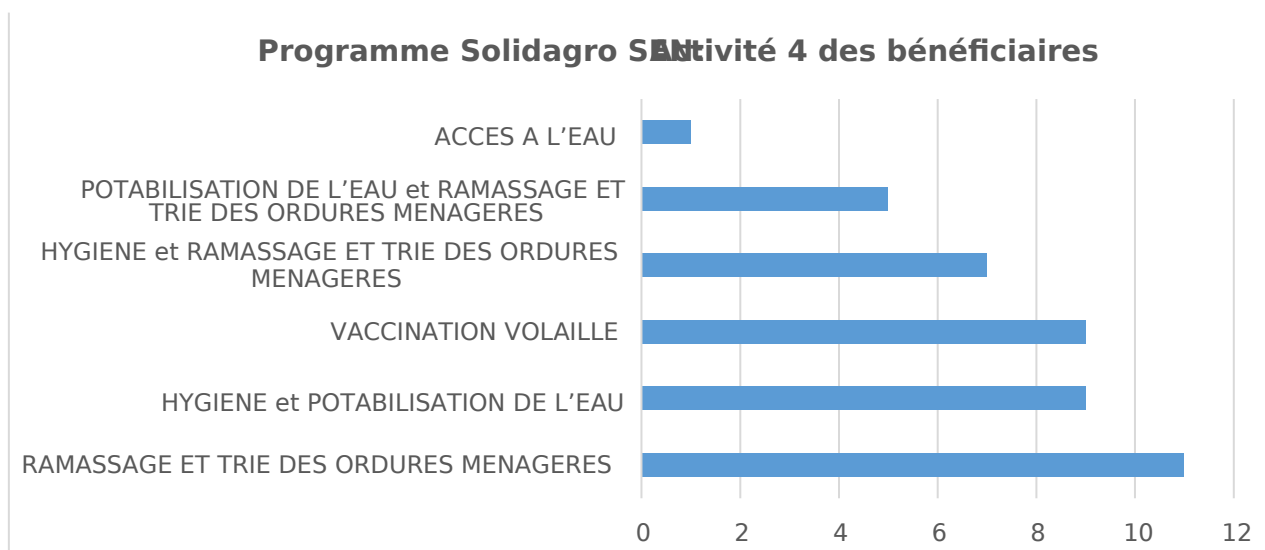
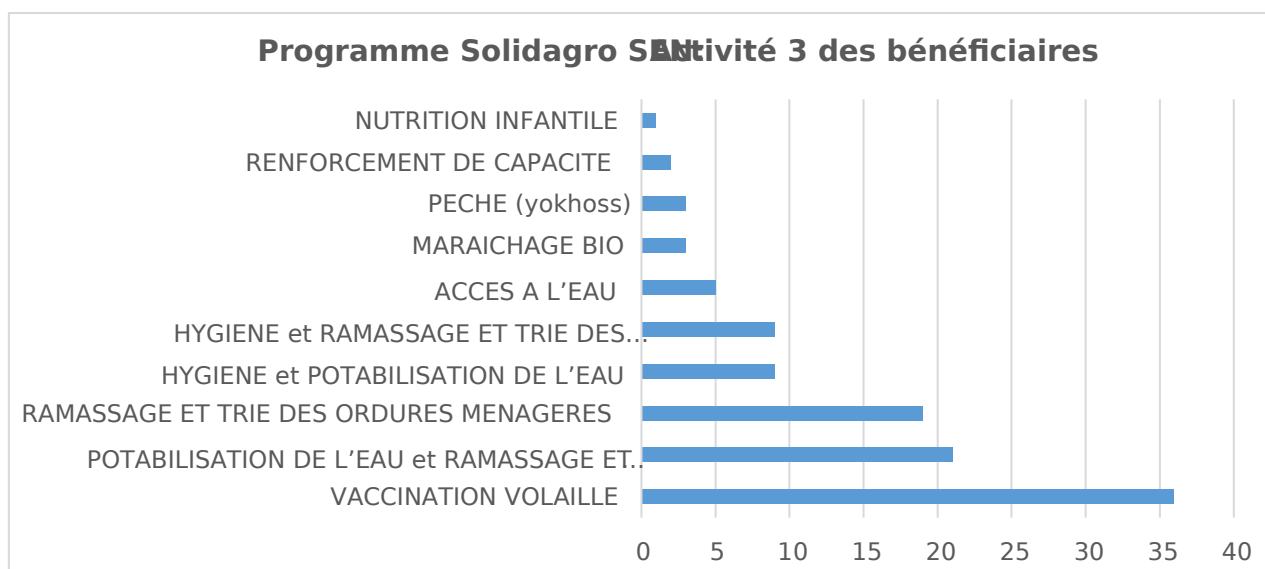
La décision de l'Etat du Sénégal de placer la transition agroécologie parmi les 5 initiatives du PAP2 conforte et valide les options du programme

Les changements intervenus au niveau central et relatifs à l'agroécologie sont très encourageants pour le programme. L'Etat du Sénégal a placé la transition agro écologique parmi les cinq Initiatives Majeures du Plan d'Action Prioritaire de la deuxième phase du PSE 2019-2024. Ainsi, l'engagement du Gouvernement pour une mise à l'échelle des initiatives, le plus souvent portées par les acteurs de la société civile, est une reconnaissance de la justesse de l'action de Solidagro et de ses partenaires. Il en est de même de la création de la Dynamique pour la Transition Agro écologique au Sénégal (DYTAES), des propositions de réforme pour un retour des Asufor dans la gestion de l'hydraulique rurale par la définition de leur statut final et leur rôle dans un nouveau cadre institutionnel ; autant de dynamiques qui confortent le programme.

- Est-ce que les activités de nos organisations partenaires ont permis de contribuer aux changements visés dans la théorie du changement du pays concerné ?

Les témoignages recueillis auprès des ménages bénéficiaires et des leaders des GIE montrent une diversité des activités menées avec les partenaires. Elles ont été classées par les répondants selon leur importance au sein du ménage ou du GIE.





Il résulte de cet exercice que les principales activités listées par les ménages et mise en œuvre par les partenaires sont diverses, variées et s'inscrivent dans une logique parfaite par rapport aux objectifs visés : Même si le programme n'intervient pas au niveau de l'exploitation des produits de la mer, les bénéficiaires avancent qu'elle contribue à l'augmentation de leurs revenus mais aussi l'amélioration d'une alimentation de qualité.

Activités menées par le partenaire ELS : un paquet d'activités qui s'inscrivent dans le TOC

Renforcement organisationnel des OCB et réseaux

- Mise en place de la Fédération AND LIGUEY NIOBATO (ALN) avec 20 GIE (de 20 villages) qui regroupaient 1200 membres femmes (avec 22 hommes : gooru mbotaay)¹⁶ au départ en décembre 2015¹⁷. Aujourd'hui, cette Fédération regroupe 40 villages avec 45 GIE (27 autres GIE demandent à intégrer la fédération mais le Conseil d'administration n'a pas encore statué). Elle compte à ce jour¹⁸ 3121 membres dont 78 hommes « gooru mbotaay¹⁸ ». Elle s'investi sur plusieurs thématiques : maraichage, transformation, aviculture, plaidoyer (accès des femmes à la terre, lutte contre la maladie de Newcastle), nutrition infantile¹⁹.

¹⁶La création de la fédération a eu lieu lors du précédent programme transfrontalier 2014-2016 L'assemblée générale s'est tenue en décembre 2015 avec mise en place des instances

¹⁷ Avec ELS, elle a connu une certaine expansion en termes de maillage territorial dans ce programme qui a suivi

¹⁸ Des hommes qui sont des personnels de support

¹⁹ La fédération est active au niveau du maraichage et du Renforcement Organisationnel. Les autres volets sont portés par le programme

- La fédération ALN exploite 37 périmètres maraichers dont 2 non fonctionnels dans 40 villages. Chaque périmètre a une cheffe de périmètre, une cheffe de production appuyée par 2 hommes - personnel d'appui- pour la fabrication de biofertilisants, le contrôle et le traitement des spéculations.

Initiation et encadrement à l'agroécologie par :

- la formation et l'accompagnement des femmes à la production maraîchère sur les techniques et principes de l'agro écologique. A ce niveau, l'observance des 8 pratiques agroécologiques diffusées grâce au programme en est une réalité : utilisation de semences bio, le recyclage du fumier comme fumure de fonds; l'association de cultures au niveau des périmètres maraichers, la succession des cultures avec le conseil du technicien agricole, l'expérimentation des pépinières sur table reprises dans les maisons, le paillage des plants, les biofertilisants liquides pour ne pas utiliser les produits chimiques, le traitement phytosanitaire naturel (composition locale), l'arboriculture
- l'aménagement de 37 périmètres maraichers dont 35 fonctionnels répartis sur 40 villages de la commune de Toubacouta en plus de 3 périmètres maraichers dans la commune de Diouroup²⁰, et 3 champs dans la commune de Niakhar pour la production de fourrages ;
- la diversification des spéculations cultivées (oignons, choux, piment, poivron, aubergine, gombo, tomate, oseille banc et rouge, carottes, pomme de terres, etc.) ;
- la répartition des périmètres communautaires en parcelles individuelles de tailles égales (soit 15X15 m² ou 25X25m²) sauf dans 2 villages (Diaglè et Ndoffane) où les femmes cultivent sur des périmètres communautaires non répartis entre les membres ;
- L'adoption du principe de la responsabilisation des femmes dans le choix des spéculations qu'elles cultivent ;
- La mise à disposition d'un technicien agricole qui encadre, assure le suivi-conseil des productrices ;
- L'introduction et la formation des femmes à la production de semences paysannes par des alliés tel que « 4 chemins » : oignon, tomate, aubergine, concombre, poivron, piment, laitue, gombo²¹ ;
- La formation à la transformation de produits agricoles : céréales

Un coup de santé apporté à l'aviculture à travers la vaccination des poulets locaux par

- La sélection et la formation de relais communautaires (60 relais répartis dans 35 villages)²⁰ pour assurer les campagnes de vaccination de la volaille locale contre la maladie de Newcastle (Yogor).²¹ ;
- L'organisation régulière de 2 campagnes de vaccination par an
- L'élargissement de la base des relais communautaires en 2019-2020, à d'autres villages hors programme situés dans la Commune de Toubacouta (Sourou, Bany, Sandicolu, Toubanding et Badoudou) qui souhaitent intégrer le programme de vaccination de la volaille. A ce titre 10 nouveaux relais ont été sélectionnés et formés.
- La mise en place du réseau communal des relais vaccinateurs avec un bureau élu. A ce jour il compte 45 relais pour la commune de Toubacouta.
- la formation en techniques de fabrication d'aliments de volaille par le réseau des vaccinateurs au profit des comités de gestion des poulaillers de Podom (Niakhar) et de Diameguene (Diouroup)

L'EHA vulgarisé aussi bien dans les écoles, les villages et réseaux avec des comités de gestion autonomes par

- La formation dans les (33 écoles pour tous les villages du programme) écoles des élèves et des enseignants aux modules simplifiés en EHA
- La mise en place de clubs scolaires formés de 5 garçons et de 5 filles dans 33 écoles.
- La construction ou la réhabilitation de toilettes mixtes dans les écoles ex Santhie Berra, Dielmon ;

²⁰ Diob Simon, Ndioudiouf, Dioral

²¹ Trois (3) périmètres furent choisis afin de constituer la première campagne de production de semences maraîchères et la totalité de la récolte est destinée à la multiplication chez dix-sept autres périmètres

- La mise en place de COGES (Comité de Gestion) dans chaque village²² composé de 10 femmes et de 10 hommes, Chaque COGES villageois est équipé en râtaux, balais, masques, poubelles, charrettes, etc. Les membres des COGES sont formés sur différents thèmes
 - o La gestion des déchets : ramassage tri des ordures ménagères,
 - o Le recyclage de sachets plastiques avec la fabrication de paniers, nappes de table, pots de fleurs, pochettes, sacs, chaussures (dans 4 villages test), des ordures ménagères pour la production de compost
 - o La formation et sensibilisation sur le lavage des mains avec de l'eau et du savon et la fabrication de dispositif de lave-mains (avec l'appui du service d'hygiène)
 - o Le forage de puits pour accès à l'eau, la potabilisation de l'eau avec test e-colis au niveau des puits,
 - o La formation avec le Centre Interprétation de Toubacouta (CIT) sur la sensibilisation
 - o Le recours aux radios communautaires pour populariser et amplifier la sensibilisation sur les techniques de lavage des mains et les gestes barrières, etc.
 - o L'organisation de visites à Domicile avec paquet hygiène de base,
 - o La visite de 3 forages (Diagle, Taiba Tabading) : diagnostic et élaboration de plans d'action
 - o Le forage, la réhabilitation de puits d'eau potable ainsi que la formation sur la potabilisation de l'eau
 - o L'utilisation de cartes-conseils (de sensibilisation) destinés aux élèves pour faciliter une meilleure compréhension mais également la réplique au niveau des familles
 - o Le reboisement dans les écoles des villages de Bamako, Sangako, Diagle, Nemading
- La mise en place d'une plateforme communale COGES (Comité de Gestion) de Toubacouta regroupant 20 villages Le COGES s'investit dans l'empowerment des populations et le plaidoyer au niveau local.

Le renforcement de capacité en gestion – épargne solidaire

La promotion de l'alphabétisation fonctionnelle (chaque groupe apprend à lire et à faire des calculs dans sa langue maternelle) avec 4 langues au choix selon l'affinité de l'apprenante

Nutrition infantile

On peut classer les activités en fonction des résultats visés. Ainsi, pour le compte de

Résultat 1 : le développement organisationnel des OCB et des COGES : une assistance technique et des formations ont été mises à la disposition des OCB pour renforcer leur processus financier, administratif et de gouvernance dans tous les villages ciblés par le programme.

Résultat 2 : la participation des femmes et des jeunes : de nombreuses formations ont été réalisées au profit des membres des groupements de femmes (alphabétisation, leadership féminin, gestion, accès à la terre, hygiène, maladie de Newcastle) en vue de leur permettre une plus grande autonomie et de faire valoir leurs droits. Des clubs scolaires ont également été organisés, formés et animés dans 31 écoles. Par ailleurs, plusieurs sessions de sensibilisation et d'événements de plaidoyer ont ciblé les porteurs d'obligations (chefs de villages, mandataires communaux, chefs religieux, élus locaux, pouvoirs déconcentrés).

Résultat 3 : l'augmentation de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau : Le programme a

- renforcé l'outil de production en créant/organisant/structurant 37 périmètres maraîchers
- assuré le fonçage/réhabilitation de puits,
- assuré la formation sur les techniques d'agroécologie,
- mis en place de clôtures et autres aménagements,
- assurer une assistance technique en agronomie (rotation culturale, diversification, assolement, transformation, etc.) ;

²² Chaque COGES élit un bureau composé de 10 hommes et 10 femmes par village, élabore un plan d'action, tient des réunions mensuelles.

- mis en place un fond rotatif autogéré de semences au bénéfice des périmètres maraîchers.

Activités menées par le partenaire CNCR : le plaidoyer à travers l'ABD au cœur de la démarche

Pour une gouvernance foncière plus inclusive et l'accès des femmes et des jeunes à la terre plusieurs activités ont été menées par le CNCR :

- Sensibilisation et renforcement de capacité des femmes et jeunes à réclamer leurs droits
- Formation sur leadership féminin, les techniques de négociation et de plaidoyer
- Adaptation par rapport aux réalités du terrain après 1 an d'exécution en élargissant la base sociale des acteurs cibles du programme pour atteindre les objectifs fixés en intégrant les détenteurs d'obligations qui pouvaient faciliter, accélérer l'accès des femmes et des jeunes à la terre. Il s'agit des chefs de villages, des propriétaires traditionnels de terres, des collectivités territoriales) les conseils municipaux, les maires, les adjoints aux maires, les leaders des femmes et des jeunes, les membres des commissions domaniales, des villages non cibles de même que les journalistes des radio communautaires (Ndef-leng Fatick, Foundiougne FM de Foundiougne, et Niombato FM de Toubacouta)
- Adoption d'une approche multi-acteurs : création d'une table de dialogue avec l'ensemble des acteurs concernés sur la prise de décision (préfet, CADL, Maire, commissions domaniales, chefs de villages, conseillers municipaux, les leaders des jeunes et les leaders des femmes ; etc.)
- Production et mise à disposition outils : guide juridique sur le foncier en français et en langues locales, formulaires de demandes de formalisation des titres de propriété, fiches de procédure présentant les différentes étapes de la formalisation (affectation et régularisation)
- Mobilisation des autorités administratives aux formations (exemple à Niakhar)
- Formation des différents acteurs pour comprendre et distinguer les différents régimes fonciers ainsi que leurs spécificités respectives
- Partage d'expériences sur des modèles de gouvernance foncière d'une commune à l'autre (exemple la commune de Toubacouta aide à sensibiliser la commune de Mbam)
- Suivi et coordination des activités CNCR réalisés de manière régulière par le représentant de Solidagro pratiquement présent dans tous les ateliers

Ainsi, il apparaît que les partenaires ont mis en œuvre presque toutes les activités planifiées malgré la contrainte du COVID-19. Ainsi ELS et le CNCR, à travers une adoption de l'approche basée sur les droits, ont

- renforcé les capacités des détenteurs de droit à faire respecter leur droit à l'alimentation, à l'eau potable, et l'accès des femmes à la terre tout en ayant une attention particulière au genre (agroécologie, EHA, accès à la terre) et aux droits des enfants. ,
- structuré et organisé des activités EHA (fonçage ou réhabilitation de puits, construction ou réfection de latrine, sensibilisation, formation, réseautage des détenteurs de droits en une plateforme communale) dans les villages et les écoles d'intervention.

De manière transversale : le programme a organisé 3 actions de plaidoyer qui ont rassemblé tous les acteurs et ont permis d'obtenir des engagements des porteurs d'obligations²³ aux niveaux local et régional.

L'intervention a-t-elle répondu aux problèmes clés rencontrés par les groupes cibles ?

Les résultats des activités de ELS : Tendances fortes et soutenues vers une amélioration des moyens de subsistance des populations :

- Renforcement organisationnel des OCB avec le renouvellement des instances dirigeantes : réadaptions au niveau des textes instituant les GIE, renforcement de la Fédération And Liguéy Niombato (ALN) qui

²³ Le programme a organisé une marche pacifique pour l'obtention à la terre, la campagne des 72 heures pour l'EHA et la campagne pour la vaccination des poulets.

compte 3121²⁴ membres appartenant à 45 GIE originaires de 40 villages sur les 55 que compte la commune de Toubacouta

- L'augmentation des productions maraîchères,

En comparant les productions des campagnes agricoles 2017-2018 et 2020-2021, elle passe de 249,624 tonnes à 307,397 tonnes toutes spéculations confondues²⁵ (pour les GIE regroupés autour de la Fédération ALN de Toubacouta). En désagrégeant, on voit que la production de l'oignon passe de 138, 392 tonnes à 223, 628 tonnes soit un taux de progression de près de 90% pour la Fédération ALN.

Programme Solidagro SN-DGD-2017-2021: Production campagne 2017/2018 en kg											
N	Villages	GIE	Tomate	Gombo	Oignon	Pomme de terre	Manioc	Chou	Aubergine amer	Concombre	Total
1	Bamako	Nomouto	-	1 330	-	-	-	-	-	-	1 330
2	Batamar	Dioubo	15 610	-	2 138	2 433	-	416	210	-	20 807
3	Dassilamé Sérère	Yonne Ndioffor	2 580	-	8 300	-	-	520	199	-	11 599
4	Dassilamé socé	Niomouto	580	-	58 230	-	-	-	-	-	58 810
5	Diaglé	Deggo	-	2 300	-	-	-	-	-	1 500	3 800
6	Firdaossi	Dimba Gimba	200	-	19 480	-	-	-	-	-	19 680
7	Keur Babou Diouf	Dioubo	4 690	-	9 315	900	-	79	2 000	-	16 984
8	Ndiambang	Deggo	16 800	-	5 310	-	-	26	740	-	22 876
9	Ndoffane	Jalki Jek	540	-	1 235	-	995	-	-	-	2 770
D	Néma Bah	Mbella goroum	1 450	300	18 450	-	-	1 384	865	-	22 449
I1	Néma Nding	Nanoor	17 540	-	9 094	-	-	435	-	-	27 069
I2	Santamba	Yaay	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B	Santhie Berra	Taxu ligguey	31 325	-	6 840	3 285	-	-	-	-	41 450
TOTAUX			91 315	3 930	138 392	6 618	995	2 860	4 014	1 500	249 624

Cette augmentation est aussi perceptible au niveau de certains villages comme Batamar où la production de pomme de terre du GIE Dioubo passe de 2,433 tonnes en 2017-2018 à 11, 900 tonnes en 2020-2021, Dassilamé Socé où la production d'oignon passe de 58,230 tonnes à 184, 255 tonnes. Il faut noter toutefois que les productions de certaines spéculations n'ont pas beaucoup évolué et d'autres ont même régressé dans certains villages. C'est le cas des productions d'oignon et de tomate au village de Keur Babou Diouf avec respectivement 4, 690 tonnes de tomate, 9, 315 tonnes d'oignon dans la campagne 2017-2018 pour 400 kg de tomate et 1,758 tonnes pendant la campagne 2020-2021.

Programme Solidagro SN-DGD-2017-2021: Production campagne 2020/2021 en kg														
Villages	Aubergine	Aubergine amer	Oignon	Oseille	Gombo	Piment	Tomate	Laitue	Chou	Poivron	Navet	Carrote	Pomme de terre	Total
Batamar			4 374	175	35	159	8 330	310		115	473	280	11 900	26 151
Dassilamé Socé			184 255											184 255
Diaglé	432	560			1 895		1 575		348					4 810
Dielmon		1 263	3 637				2 177							7 077
Firdaossi		1 756	1 658	3 254			756	685	568					8 677
Keur Babou Diouf	235		1 768	350	300		400		500					3 553
Keur Aliou Gueye	204		456	156			256		98	150				1 320
Ndiambang	1 206	859	16 850	269	2 240		8 744		64	344				30 576
Ndouboudj	90		1 935	525	135	60				135	70			2 950
Ndoffane				1 610	246		510			35				2 401
Néma Nding	1 700	3 140	5 627	760	295	720	4 100	500	2 110		1 000			19 952
Sadio Salla			839	2 050	101	92	2 625		269					5 976
Sangako			50	450	76	25	210	245		72				1 128
Santamba	209	45	1 579	423	53	440	2 003	554	168	175	246			5 895
Dioral			600							20				620
Ndioudiouf				1 400										1 400
Diob Simon	60			490		21							85	656
TOTAUX														
	4 136	7 623	223 628	11 912	5 376	1 517	31 686	2 294	4 125	1 046	1 789	280	11 985	307 397

- Meilleure maîtrise des techniques et pratiques agro-écologiques, avec plusieurs pratiques agroécologiques utilisées dans l'ensemble des périmètres et une plus grande conscience de son

24 Sources : Enquêtes KBC décembre 2021. Noter que le rapport annuel 2019 du Programme avance que le nombre d'adhérents pour les 45 groupements de la Fédération est de 3.165 femmes.

25 Avec une plus grande diversification des cultures qui passent de 8 à 13 spéculations avec une redistribution des cartes. De nouvelles spéculations se positionnent pendant que d'autres reculent.

potentiel en termes de qualité /santé (durée de conservation, goût des aliments avec répercussion sur la santé), prix plus intéressant ; etc.)

- Constitution d'une première réserve de semences maraîchères²⁶ (8 espèces) au profit de la Fédération ALN ; première étape vers l'autonomisation semencière des productrices. Les quantités disponibles sont : 1,68 kg de semences de laitue blonde Paris, 460 g de laitue rouge, 300 g de tomate Marmande, 150 g d'aubergine douce, 50 g de piment), 50 g d'aubergine amère, 100 g de tomate mongol et 20 g de poivron
- Plus longue durée de résistance au stockage des récoltes provenant de l'agro-écologie. L'oignon bio peut être conservé pendant 6 à 7 mois s'il n'est pas en contact avec l'eau
- Relèvement du score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) qui passe de 7,5 (avril 2016) à 8,47 (avril 2021) et de 5,7 (août 2016) à 6,97 (août 2021)²⁶.
- Mise à niveau par rapport aux normes des puits d'eau potable. Le nombre de villages qui protègent les puits communautaires d'eau potable est passé de 14 au démarrage du projet à 32 en 2021.
- 32 sur 35 villages ciblés en 2021 ont bénéficié de la protection des puits pour réduire les facteurs de risques de contamination avec mise en place d'un comité de gestion, test microbiologique des puits, diagnostic physique, protection par un mur de clôture et un couvercle de fermeture dans toutes les communes
- Plus grand accès à l'eau potable en qualité et quantité dans de nombreux villages où le déficit était considérable à l'exemple de Sorokh, Podom dans la commune de Niakhar ; Ndoffane et Ndiogolor ; etc.
- Baisse drastique du taux de mortalité de la volaille due à la maladie de Newcastle. dans les villages d'intervention. Il est passé de 85% au début de programme à 11% en 2021.
- Bonne maîtrise de fabrication d'aliments de volaille par le réseau des vaccinateurs au profit des comités de gestion des poulaillers de Podom (Niakhar) et de Diameguene (Diouroup) selon le modèle agro écologique²⁷
- 36 femmes sont capables de fabriquer des aliments de volaille enrichis pour l'approvisionnement des poulaillers communautaires mais aussi pour leurs comptes.
- Élargissement de la cible de base pour la vaccination de la volaille en passant de 15 (objectif du programme à la conception) à 35 villages.
- Pour les sensibilisations des OCB et membres des OCB sur les pratiques EHA et les codes EHA le programme a atteint la limite de 100%.
- Mise en place d'un système de collecte de données agricoles et financières dans 65% des 29 périmètres maraîchers ciblés.
- de 9 facteurs de contamination notés au début du programme (Absence de couvercle, absence de mur de clôture, fissure à l'intérieur, plaque d'eau à moins de 5 mètres, utilisation de diverses seaux, absence de dalle,) il reste encore 3 facteurs en souffrance en 2021. Et ce sont principalement des facteurs d'ordre comportemental.
- 9 campagnes de vaccination de 2017 à 2021, 5251 ménages soutenus pour la vaccination de 80 803 sujets vaccinés contre la maladie de Newcastle en mettant en place un mécanisme de 40 relais vaccinateurs qui a su collecter en cumul 2 609 090 FCFA de 2017 à 2021 et sensibilisé 44 135²⁸ femmes sur la maladie de Newcastle,

26 Résultats des premières récoltes de la production de semences paysannes : Ndoffane (1,68 kg de semences de laitue blonde Paris, 460 g de laitue rouge, 300 g de tomate Marmande). Diaglè (150 g d'aubergine douce, 50 g de piment), Santamba (50 g d'aubergine amère, 100 g de tomate mongol, 20 g de poivron)

27 Les intrants de base sont issus des produits des récoltes dans le village (mil, maïs, arachide, niébé, feuille de moringa, poisson fumé etc.)

28 19 906 femmes sensibilisées sur la maladie de Newcastle en 2018. ; 1729 femmes en 2019 et 22 500 femmes en 2020

	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Nombre de campagnes de vaccination	1	4	1	1	2	9
Sujets vaccinés	2 402	38 780	4 618	10 767	24 236	80 803
Nombre de ménages touchés lors de 9 campagnes	229	2 804	278	920	1 020	5 251
Campagnes de plaidoyer	0	2	0	0	0	2
Montant collecté	157 000	1 163 400	138 540	538 350	611 800	2 609 090
Moyenne de sujet vaccinés par ménage	10	14	17	12	24	

Source : Solidagro

Si le programme a permis le renforcement organisationnel des OCB, le réseautage jusqu'au renforcement de la Fédération des femmes de And Liggey Niombato de Toubacouta, l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, l'accès aux outils de production, l'augmentation en continu de la production maraichère, il traîne toutefois une faiblesse pour la commercialisation des produits tels que l'oignon. L'agroécologie est bien promue mais la commercialisation des produits n'est pas assurée. Les produits sont vendus au même prix que les autres productions du marché. Cela n'encourage pas les femmes. Par ailleurs, dans les villages, la gestion durable des ordures ménagères est confrontée à une insuffisance de mobilisation des jeunes hommes qui ne sentent pas beaucoup concernés. Les COGES ont des problèmes de fonctionnement (irrégularité des réunions) avec comme raison évoquée l'absence de budget fonctionnement.

Résultats des activités du CNCR : un changement de paradigme s'opère entre détenteurs de droits et détenteurs d'obligations

- Les porteurs d'obligations adoptent une posture et une conscience plus enclines à l'affectation, la délibération et la régularisation des titres de propriété dans les villages. On compte plus de 1032 délibérations effectuées au profit des groupements de femmes et jeunes ²⁹ durant ces 5 dernières années (2017-2021) dans la commune de Toubacouta, 3 délibérations dans la commune de Diouroup :
- 39 sur 45 GIE ont obtenu leurs délibérations foncières avec des titres de propriété avec au moins d'1 ha chacun pour appuyer les activités productives des femmes
- En dehors des villages cibles les bénéficiaires indirects introduisent des demandes individuelles d'affectation ou de régularisation de titres de propriété de terres. Plus de 500 délibérations individuelles ³⁰(nouvelles affectations ou régularisations de titres et pour toutes catégories, hommes, femmes, jeunes) ont été notées ces deux dernières années (2020 et 2021) dans la commune de Toubacouta²⁹
- 216 délibérations individuelles effectuées au profit des membres de la Fédération ALN (2017-2021)³¹ dont 116 affectées à des femmes de la Fédération ALN et 100 pour les hommes (dont 61 jeunes de moins de 35 ans)³⁰

Désignation	Niveau	Bénéficiaires	Nombre	Période
Délibérations collectives et individuelles (nouvelles affectations, régularisations)	Commune de Toubacouta	Groupements de femmes et associations de jeunes, des hommes, des femmes et jeunes de la commune	1032	2017-2021
Délibérations individuelles (nouvelles affectations et régularisations de titres)	Communes de Toubacouta	Toutes catégories : femmes, hommes, jeunes (au-delà des membres de la Fédération ALN)	500	2017-2021

²⁹ Entretien avec l'honorable député, Saidou NIANKO maire de la commune de Toubacouta du 16 décembre 2021. La stratégie est de collaborer avec les chefs de villages pour les convaincre à affecter des terres aux femmes et jeunes. Ces délibérations ne concernent pas uniquement les OSC de la Fédération ALN mais toute la commune

²⁹ Entretien avec Madame Fatou Cissé (CNCR Sokone)

³⁰ Action commune CNCR et IPAR (Extrait de l'entretien avec Monsieur Ibrahima Kor de la Fédération ALN de Toubacouta)

³⁰ Voir une partie de cette liste en annexe

³¹ A titre privé

Délibérations individuelles (nouvelles affectations)	Commune de Toubacouta	Membres de la Fédération ALN uniquement	216 (dont 116 pour les femmes et 100 pour les hommes dont 61 aux jeunes de moins de 35 ans)	2017-2021
--	-----------------------	---	---	-----------

- Plus grande prise de conscience des enjeux fonciers poussant les populations à sécuriser leurs terres (refus d'octroi des personnes non-résidents),
- Moins de conflit lié au foncier dans les zones d'intervention comparé à l'avant programme où les conflits fonciers aboutissaient parfois à des suicides des propriétaires qui perdaient leurs audiences devant le tribunal.
- Gratuité de frais de bornage des titres de délibération obtenue par des GIE (commune de Diouroup) ou fortement réduit en passant de 100 Fcfa m² à 1,5 Fcfa par m² pour les résidents (commune de Mbam)³². Cela est considéré comme un résultat de la participation du Maire à la campagne de plaidoyer.
- Cartographie de la surface foncière de la commune de Mbam dans le but de sécuriser l'assiette foncière
- Capitalisation des résultats du projet par d'autres organisations telle que IPAR ;
- Reconnaissance des autorités administrative (Préfet) et autorité locale (Maire) de l'efficacité de l'action du CNCR dans la zone.
- Le plaidoyer en faveur de l'accès des femmes à la terre a abouti à des résultats très satisfaisants :

Le plaidoyer pour l'accès équitable à l'eau - une adaptation à une demande des communautés – a conduit une réflexion poussée sur les réformes de la délégation de service public (DSP) de l'eau et la nécessité de réinventer un nouveau mode de gestion communautaire des services de distribution de l'eau en zones rurales ; quels types d'ASUFOR peut répondre aux besoins des communautés³³.

Ainsi l'indicateur 1 de l'Objectif Spécifique du programme - les organisations partenaires sensibilisent le grand public, à travers les OCB, au droit à l'alimentation et à l'eau potable, avec une attention particulière au genre et aux droits des enfants- a été largement atteint.

II.2. COHERENCE (5)

L'intervention du programme est-elle compatible avec les autres interventions menées au sein du pays [ou d'un certain secteur] ? Apporte-t-elle une valeur ajoutée tout en évitant le chevauchement d'activités ?

Le programme est compatible avec les autres interventions menées au niveau national mais aussi au niveau régional et communal. Sa valeur ajoutée est réelle : la prise de conscience des communautés de leur capacité à influencer, voir déterminer les règles du jeu et peser sur la redistribution des opportunités constitue une donne particulière qu'apporte le Programme. Des organisations capitalisent déjà les acquis du programme. IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale) qui travaille sur la gouvernance foncière utilise la Fédération comme groupe-cible pour ses formations et pour ses appels à projets. Toutefois, les chevauchements observés dans la commune de Toubacouta où interviennent plusieurs ONG sans coordination n'est pas de nature à optimiser les interventions. La fonctionnalité des cadres de concertation fait défaut.

En outre, le renforcement de capacité des jeunes et des femmes a permis le changement de leurs statuts sociaux et leur positionnement dans les instances de décision (investissement sur les listes électorales des élections municipales), les modules de formation sur le leadership féminin, les techniques de négociation et de plaidoyer ont permis aux jeunes et aux femmes d'augmenter leur confiance en soi. On observe aussi un plus grand apaisement des tensions familiales liées à la question foncière qui aboutissaient parfois à des suicides grâce aux formations sur les techniques de négociation.

A la faveur d'une logique d'intervention maîtrisée, une répartition claire et précise des rôles des partenaires (CNCR-

³² La gratuité a eu lieu pour les demandes des GIE bénéficiaires du programme

³³ A ce jour le coût de l'eau distribuée par les privées est plus élevé en zone rurale qu'en zone urbaine

ELS) et structures d'appui, une cohérence entre l'objectif général, résultats attendus, un lien fort, logique

et complémentaire entre les activités (sécurité alimentaire, pratiques agro écologiques, accès à l'eau productive et l'eau potable, accès des femmes à la terre, renforcement de capacité en EHA, la sensibilisation sur le droit à l'assainissement dans les établissements scolaires, construction, réfection, réhabilitation de latrines, gestion durable des ordures ménagères y compris le recyclage, avènement de comités de gestion communaux à Toubacouta et Mbam par exemple), une complicité positive s'est développée au profit de l'OS14.

Si le programme DGD-2017-2021 sur l'agroécologie est concentrée au niveau des périmètres maraîchers, il faut dire des actions similaires se mènent dans production de l'anacarde bien présente à Toubacouta. Les actions de plaidoyer auquel le programme participe activement notamment au sein de la Plateforme pour les Semences Paysannes, renforcent les actions menées par la DYTEAS. La mise en place de la Plateforme EHA dans la Commune de Toubacouta est une opportunité en termes de participation citoyenne dans le processus de la Réforme de l'Hydraulique Rurale menée par l'Etat du Sénégal. L'intervention sur l'EHA avait préparé les membres des COGES et des Clubs scolaires dans le respect des mesures-barrières et leur implication dans la sensibilisation. En ce qui concerne la nutrition, le programme s'est investi dans ce volet plus précisément sur la nutrition infantile.

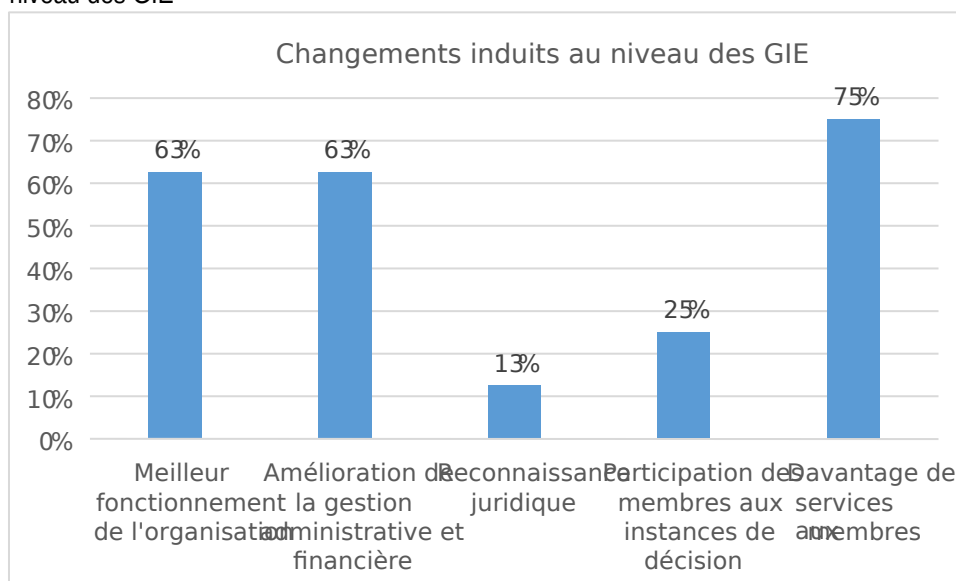
II.3. EFFICACITE (4)

Dans quelle mesure les résultats sont-ils tous atteints et de bonne qualité ? Est-ce que l'objectif spécifique est réalisé (au niveau des bénéficiaires) ?

Le niveau d'atteinte des résultats est variable.

Résultat 1 : Les OCB/fédérations d'agriculteurs/trices et les COGES d'EHA sont devenus fonctionnels et autonomes :

Tous les GIE rencontrés ont mentionné que le projet a engendré des changements positifs au niveau de leur organisation. 63% d'entre eux ont affirmé avoir un meilleur fonctionnement et amélioré leur gestion administrative et 75% offrent maintenant plus de services à leur membre. 13% d'entre eux ont acquis une reconnaissance juridique. Le graphique suivant montre les différents changements au niveau des GIE



De manière générale le résultat 1 a été largement atteint sauf que les OCB doivent continuer à construire leur autonomie financière/économique pour parvenir à financer leurs activités sans appui externe.

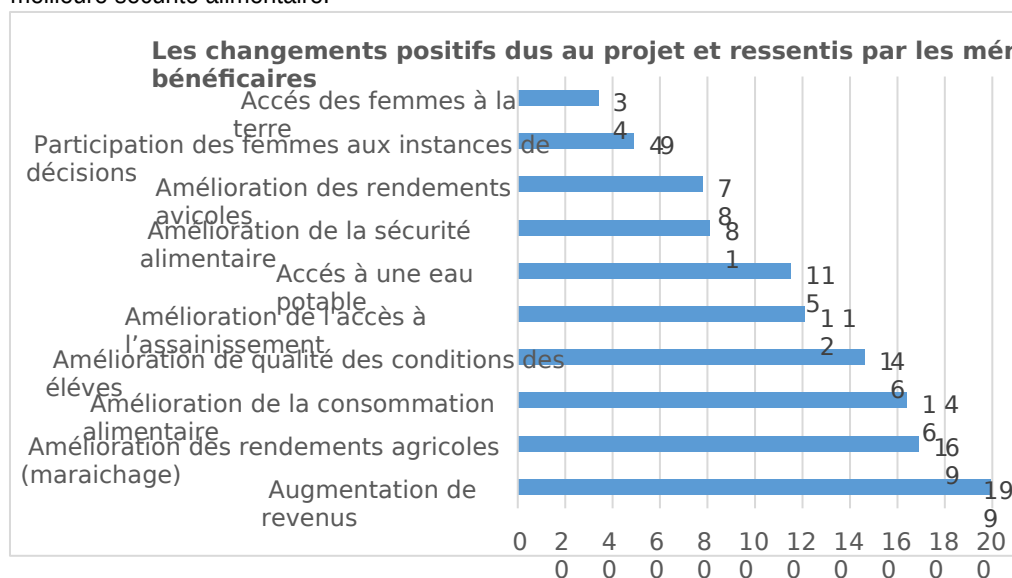
Résultat 2 : Les femmes et les jeunes, organisés dans les OCB, ont renforcé leur participation dans les décisions politiques des communes et s'affirment comme une force de proposition.

La fédération des femmes de Toubacouta qui regroupe plus de 3000 membres est renforcée par ELS sur le plan organisationnel et institutionnel et est ainsi devenue un interlocutrice valable et crédible avec la Commune, les autorités administratives et les services techniques de l'Etat : invitations par le Sous-préfet ou le Préfet à assister au CLD (Comité Local de Développement au niveau de l'Arrondissement de Toubacouta) ou au CDD (Comité Départemental de Développement au niveau du Département de Foundiougne). A cela, s'ajoutent les multiples invitations de la Mairie à l'occasion de rencontres dont elle a la responsabilité (par exemple la rencontre d'information sur le pétrole car il y a une découverte de gisement de pétrole off-shore dans la commune). Les formations sur le plaidoyer et les techniques de négociation dispensées par le CNCR ont renforcé les femmes dans leurs capacités à faire respecter leur droit à l'alimentation. Ces formations leur ont permis d'avoir une meilleure connaissance de la loi en ce qui concerne la gestion foncière.

Les formations menées par le CNCR sur la Gouvernance Foncière en direction des élus locaux et des groupes-cibles a facilité la communication entre les Institutions Municipales et les femmes en ce qui concerne les procédures d'accès à la terre. L'exemple des fiches de demande ou de réaffectation des terres qui ont été expliquées aussi bien aux populations qu'aux élus locaux est un des outils pertinents **Il ressort de ces constats que le résultat 2 a été largement atteint.**

Résultat 3 : Les ménages ont augmenté leur sécurité alimentaire et leur accès à l'eau potable à travers un modèle agro-écologique

Il ressort des entretiens menés auprès des ménages bénéficiaires que 77% d'entre eux ont mentionné une amélioration des rendements agricoles, 75% une amélioration de la consommation alimentaire, 52% ont noté un meilleur accès à l'eau potable. Le graphique suivant montre les changements cités par les ménages rencontrés, beaucoup de ces changements concourent à une meilleure sécurité alimentaire.



Ces ressentis des ménages et responsables de GIE sont corroborés par l'analyse de l'indicateur 2³⁴ réalisée dans le rapport annuel 2019.

L'indicateur poursuivi a été atteint. Le Score de Diversité Alimentaires des Ménages (SDAM) mesuré en août 2021 (6,97) lors de la période de soudure et en avril 2021 (8,47) a révélé une amélioration du niveau de la sécurité alimentaire des ménages comparée au baseline mesuré respectivement en août (5,7) et avril (7,5) en 2016

34 Rapport annuel 2019

En ce qui concerne le SDAM mesuré en avril 2019, il a été noté un accroissement de la consommation de certains types d'aliments :

- La consommation des tubercules a augmenté de 52% ; cette augmentation peut s'expliquer par les méthodes culturales agro-écologiques mises en place comme l'association des cultures qui a permis l'émergence du navet, du manioc. La pomme de terre est actuellement produite dans quelques périmètres maraîchers comme Santhie Berra, Batamar, Némanding. Le navet est produit toute l'année ce qui garantit sa disponibilité.
- La consommation de viande de poulet a augmenté de 4,5% tandis que celle des œufs a augmenté de 40,50%. Ces variations positives peuvent être expliquées par les efforts consentis par le programme dans le cadre de la lutte contre la maladie de Newcastle. Le taux de mortalité a été maîtrisé et réduit à un niveau négligeable.
- La consommation de légumes a connu une augmentation de 39% dû au fait que le haricot est associé à la tomate dans la plupart des périmètres maraîchers ; ce qui augmente sa disponibilité³⁵.

La consommation des produits laitiers a connu un accroissement de 30,5%. Ceci peut s'expliquer par une augmentation des revenus au niveau du ménage. Le lait souvent utilisé est le lait en sachet vendu dans les boutiques.

En résumé par rapport à la théorie du changement tous les partenaires ont adopté l'approche basée sur le droit et l'appliquent dans leurs programmes pour le droit à l'alimentation et à l'eau potable³⁶ Les indicateurs relevés en 2021³⁵ révèlent un SDAM avec un gain de 1 point en avril et de 1,27 points en août comparés en 2016.

- Les 43 OCB ont amélioré leur niveau organisationnel et institutionnel : autonomie 4, fonctionnement : 4, partenariat 4.
- 58% des 43 OCB ont intégré un réseau/fédération fonctionnel et 35 sur 37 périmètres maraîchers ont amélioré leurs capacités d'organisation. Par ailleurs 100% des membres des OCB et clubs scolaires ont été sensibilisés et pratiquent les consignes des codes nationaux de l'EHA – Environnement (indicateurs résultat 1).
- Les représentants des femmes et des jeunes des villages sont impliqués dans le processus d'affectation des terres au niveau de leur terroir et deviennent des acteurs à consulter.
- Le nombre d'actes de propriétés délivrés aux OCB passent à 39. On comptabilise plus 1000 délibérations dans la commune de Toubacouta (indicateurs résultat 2)
- Sur 29 périmètres maraîchers fonctionnels de la fédération ALN environ 6,5 techniques agro écologiques sont pratiquées selon les normes
- Le taux de mortalité de la volaille due à la maladie de Newcastle passe de 80% en 2016 à 11,62% en 2021.
- Le nombre de villages qui protègent les puits communautaires d'eau potable passe de 14 à 32 entre 2016 et 2021 (indicateurs résultat 3)

- Quels ont été les principales raisons de la réalisation ou de la non-réalisation des objectifs/ résultats ?

Les changements positifs obtenus au niveau des GIE ont été possibles grâce à l'accompagnement technique et financier du projet. En effet, 100% des GIE rencontrés ont mentionné que les changements obtenus sont dus au programme à travers les renforcements de capacités. En effet, cent-dix (110) femmes membres des GIE ont été formées sur : Les valeurs de base d'un GIE, les attitudes et comportements des membres d'un GIE, les rôles et responsabilités des membres, les points forts et faibles d'un GIE, les principes de bonne gouvernance, la composition et les rôles du bureau d'un GIE. En matière de renouvellement des instances des GIE, sept (7)

35 Il faudra noter ici que le programme Kawolor a mis à la disposition des femmes les semences de haricot.

36 Indicateurs de résultats
DGD-2021 ³⁵ Indicateurs
de résultats DGD-2021

groupements ont pu se mettre à jours (Babou Diouf, Keur Aliou Gueye, Sadio Salla, N dofane, Ndiogolor, Dioral et Diamaguene).

Au niveau des bénéficiaires, plusieurs facteurs ont permis d'avoir les changements mentionnés :

- Diminution de la mortalité due à la maladie de new castle avec la vaccination de la volaille. Un réseau de vaccinateurs a été mis en place et renforcé dans la zone. Par ailleurs, dans les villages de Diamaguene (Diouroup) et Podom (Niakhar), ELS a initié avec le GIE des femmes un projet d'aviculture communautaire afin de mettre à profit la forte baisse de la maladie de Newcastle. Au moins 140 femmes sont impliquées dans ce projet. A Podom, cent (100) femmes ont adhéré à l'activité, 50 vont amener des poules matures à la ponte et 50 restantes verseront une contrepartie de deux mille francs CFA (2 000 FCFA) soit un total de cent mille francs CFA (100 000FCFA). Ce montant constitue le fonds de roulement pour l'achat d'aliments et produits vétérinaires.
- L'appui technique des périmètres maraichers et la promotion de l'agro-écologie

De même, les principales raisons des changements positifs obtenus par le programme sont associées à : l'augmentation des revenus (91% des bénéficiaires), l'amélioration des rendements agricoles (77% des bénéficiaires), l'amélioration de la consommation alimentaire (75% des bénéficiaires), l'amélioration des conditions d'existence des écoliers (67% des bénéficiaires), l'accès à l'eau potable (52% des bénéficiaires), l'accès des femmes à la terre (16% des bénéficiaires) ; etc. On constate que l'augmentation des revenus est mentionnée en premier avant l'amélioration de la consommation alimentaire ; cela est révélateur d'une propension à privilégier le cash au détriment de l'alimentation directe. Par ailleurs cela annonce, d'une certaine manière, le risque dans l'adoption de l'agroécologie dans la durée, au regard de ses exigences en matière de production, alors que ses rendements sont moyens et ses prix pas plus rémunérateurs sur le marché que la production classique utilisant les produits chimiques dont les rendements peuvent plus élevés surtout pour les principales cultures de rentes (oignon, tomates ; etc.).

Les autres raisons avancées sont les connaissances acquises sur l'agroécologie (production de semences, de compost, la conservation de productions agricoles, l'aviculture, l'EHA, le renforcement organisationnel, le plaidoyer, le leadership féminin qu'elles réinvestissent sur le terrain au quotidien), les retombées positives sur la nutrition, l'alimentation améliorée, l'amélioration de la santé de la communautaire, l'appui technique et financier, l'augmentation des rendements (agricoles, avicoles tout en facilitant les charges de travail.

Le programme a également permis de réaliser des changements positifs (en matériels d'assainissement, technique de potabilisation de l'eau, dispositif lave mains et de kits d'Hygiène.

- Est-ce que le programme a renforcé les capacités des partenaires de façon efficace? Comment?

Au démarrage du programme, les partenaires ont été formés sur les thématiques clés de l'intervention. Ainsi entre 2017 et 2018, les partenaires ont bénéficié des occasions de renforcement de capacités suivantes :

- une formation sur le manuel de procédures : le personnel technique des partenaires a été formé sur le manuel des procédures administratives, comptables et financières du programme. Ce document a été conçu dans une optique de renforcement des méthodes de travail.
- une formation sur le genre pour les partenaires ELS, FEE et CNCR. Dans chacune de ces organisations partenaires et ce pendant deux jours, le personnel technique et les membres associatifs ont été formés sur les concepts-genre. Un plan d'action a été décliné pour chaque organisation aussi bien pour l'intégration du genre dans le programme en cours et au sein de chaque structure.
- une formation sur l'EHA : Le bureau de Solidagro-Dakar a animé une formation théorique et pratique de deux jours sur l'EHA pour le personnel des partenaires. Des outils de diagnostic d'un point d'eau, le Paquet Hygiène de base ou les outils de sensibilisation et d'animation ont été partagés. Le bureau de Solidagro Belgique a complété cette formation avec les tests de qualité de l'eau en janvier 2018.

- une formation sur le Renforcement Organisationnel et Institutionnel des OCB dispensée par le bureau de Solidagro-Dakar avec l'utilisation de l'outil EROT (Evaluation Rapide Organisationnelle et Technique).
- une formation sur l'agro-écologie (par l'expérience de la ferme école agro-écologique de Kaydara) de quatre membres du personnel de FEE et ELS (deux par organisation) pendant neuf jours d'une première phase d'une formation des formateurs en Agroécologie.
- un accompagnement du personnel sur la maladie de Newcastle (par SDEPA) : Le Chef de Service Départemental de l'Elevage et des Productions Animales (SDEPA) de Foundiougne a dispensé une formation de deux jours au profit du personnel de FEE et ELS (au total 9 personnes). En ce qui concerne ELS, un animateur a été entièrement affecté pour la gestion de volet avicole pour un meilleur apprentissage.
- une formation du personnel de l'ELS et des membres de la plateforme EHA de Toubacouta sur les codes de l'Hygiène et de l'Assainissement par le Service d'hygiène régional
- une formation du personnel de l'ELS et des membres de la plateforme EHA de Toubacouta sur les codes de l'Eau par la DGRPE

une formation sur la comptabilité et la gestion agricole pour 5 agents d'ELS et 3 agents de la Fédération de Toubacouta

- une formation sur le genre : le directeur du DDC, l'animatrice CNCR et le représentant pays de Solidagro. ont participé à une formation sur le genre, organisé par LMSF. en décembre 2018 -
- une formation sur la production de semences paysannes dans le cadre du plan d'action de promotion et de plaidoyer décembre 2018 (formation sur le TIRPAA)
- organisation par Solidagro-Dakar d'une visite d'échanges le Chargé de programme de l'ELS et le maraîcher de la Fédération de Toubacouta à Tambacounda dans les plantations de banane appuyées par APROVAG. Ce voyage avait pour but de s'informer sur les pratiques agroécologiques mises en pratique comme le compostage à grande échelle.
- une formation sur l'ABD (les 4 principes retenus par le consortium) et la méthode MSC (Le changement le plus significatif), qui peut être un outil intéressant pour mesurer l'impact des programmes exécutés selon l'ABD
- Une formation sur le droit de l'Enfant organisée par Solidagro/Belgique avec l'appui de KIYO lors de la Semaine des Partenaires en avril 2019. et des outils sur le Droit de l'Enfant ont été mis à la disposition des partenaires et du bureau pays de Solidagro
- la formation sur le Suivi Evaluation et la Gestion Axée sur les Résultats pour le CNCR et ELS
- Une formation sur Excel Avancé pour les agents de ELS et CNCR.
- le CNCR a animé un atelier de formation de deux jours en direction des agents d'ELS et de FEE en 2017

Toutes ces actions de formation et accompagnement ont permis aux partenaires de bien jouer leur rôle dans le programme. Cela a également permis d'homologuer la théorie du changement et de faciliter la synergie des activités. En effet, une mission de suivi des 3 cycles de formation technique (EHA, agro-écologie, Newcastle) menée par Solidagro-Belgique en janvier 2018 a constaté que le personnel des partenaires a bien acquis le contenu et qu'ils l'appliquent sur le terrain.

La chaîne de renforcement de capacités a fonctionné pour les différents volets/thèmes du programme pays ?

Après avoir bénéficié de renforcements de capacités sur les différentes thématiques du programme, les partenaires ont pu à leur tour former et accompagner les groupes cibles dans leurs actions respectives. Parallèlement, les services techniques et d'autres parties prenantes ont aussi participé au renforcement de capacités des bénéficiaires.

ELS a effectué

- la formation de 40 femmes, chefs de production dans 20 périmètres maraîchers communautaires de 20 GIEs, membres de la fédération « And Ligge Niombato » de Toubacouta sur les pratiques agroécologiques et le suivi de cette formation.
- CNCR a assuré la formation sur
 - o La Gouvernance Foncière en direction des élus locaux et des groupes-cibles
 - o « Le leadership et les Techniques de Négociation »
- Le Service Régional d'Hygiène (SRH) a formé les membres de la plateforme sur le Code de l'Hygiène et de l'Assainissement
- Un responsable de la Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGRPE) du Ministère de l'Hydraulique a effectué une formation à travers la plateforme communale EHA à Toubacouta sur le code de l'eau aux membres de 20 COGES
- Le réseau des vaccinateurs a formé les comités de gestion des poulaillers de Podom (Niakhar) et de Diameguene (Diouroup) sur les techniques de fabrication d'aliments de volaille
- En ce qui concerne les comités de gestion des périmètres maraîchers, les chefs de production ont été formés sur les techniques de collecte de données, l'élaboration et la mise à disposition de fiches de collectes. Ces actions ont permis une prise en charge endogène de la collecte des données. Les périmètres ont également été dotés en balances afin de faciliter le pesage des produits récoltés, vendus ou consommés.
- Les COGES EHA de Mbam, Djilor, Diouroup et Niakhar ont été appuyés par ELS en équipement d'assainissement afin d'assurer leur fonctionnement et de maintenir leur dynamique interne par des actions de salubrité.

Est-ce que la combinaison de plusieurs thèmes dans un seul programme a favorisé l'exécution et l'appropriation des résultats par les bénéficiaires ?

L'adoption de l'ABD, (droit d'accès et de contrôle des femmes et des jeunes à la terre, promotion de l'équité homme/femme, les droits de l'enfant, le droit à l'alimentation entre autres), la sensibilisation-formation-renforcement de capacité des détenteurs de droits, l'élargissement de la base sociale des détenteurs de droit ont été parmi les moteurs clés pour arriver aux résultats attendus.

Les différents thèmes associés (agroécologie, accès à l'eau, potabilisation de l'eau, accès à la terre, promotion de l'aviculture locale avec la lutte de la maladie de Newcastle, gestion des ordures ménagères, appui organisationnel ; etc.) ont constitué un seul tenant et un continuum facilitant l'appropriation du programme aussi bien par les partenaires que les bénéficiaires.

A travers l'action du CNCR, une meilleure connaissance de la loi est acquise en ce qui concerne la gestion foncière. Des formations sur le plaidoyer et les techniques de négociation renforcent les femmes dans leurs capacités à faire respecter leur droit à l'alimentation.

II.4. EFFICIENCE (4)

- Dans quelle mesure les inputs ont-ils été gérés de façon économique ?

Le programme a été préparé par Solidagro avec la participation de la majeure partie des partenaires³⁷ qui ont pris part à la mise en œuvre. Des entretiens avec des représentants de ces structures montrent que Solidagro a cherché à construire un consensus autour des thèmes à aborder et des points d'entrée à utiliser. La collaboration avec les institutions et organisations s'est ensuite poursuivie avec des signatures de conventions de partenariats avec chacune d'elles. Pour chaque partenaire de mise en œuvre, le document du programme décrit de manière sommaire les buts recherchés, les activités à mener et le budget associé à chacun.

³⁷ « La commune a participé à la conception du programme, à l'orientation du programme en proposant des GIE bénéficiaires et des activités ; L'ONG FEE a commencé la mise en œuvre du programme mais c'est ELS qui a repris ses activités après la sortie de FEE suite à une gestion financière douteuse. Extrait de l'entretien avec Monsieur Lamine DIOUF secrétaire municipal de la commune de Diouroup.

Il ressort de l'évaluation que si l'on compare les ressources utilisées et les résultats obtenus, on constate une haute performance réalisée par les partenaires. Tous les partenaires (ELS, CNCR) ont estimé que les budgets qui leur ont été alloués étaient trop serrés³⁸ au regard de l'ambition du programme. Toutefois, tous les deux ont su investir leur capital social, leur ancrage territorial pour concourir aux résultats attendus de manière honorable. Ce manque de budget évoqué a été jugulé par un accompagnement de proximité soutenu du bureau de Solidagro.

-Dans quelle mesure les processus prévus ont-ils été mis en œuvre, dans les délais prévus et pour le nombre de bénéficiaires prévus ?

Malgré le contexte du COVID-19 ces deux dernières années, le bon fonctionnement de la chaîne de renforcement de capacités a facilité la mise en œuvre des processus prévus. Ceci a été rendu possible grâce à la flexibilité et à la capacité des partenaires et de Solidagro à s'adapter et trouver des alternatives aux contextes complexes : adaptation à la pandémie du COVID-19, intégration de détenteurs de droits non prévus dans le programme, arrêt de partenariat non productif (FEE, SAPPATE), sensibilisation par les pairs du programme, (acteurs appartenant à une commune sensibilise une autre commune partageant les mêmes réalités sociologiques), utilisation de radios communautaires ; etc. Les retards ont pu être jugulés et, in fine, les résultats obtenus dans les délais prévus sont très satisfaisants au regard des indicateurs attendus. Le nombre de bénéficiaires directs pour l'accès des femmes à la terre dépasse les attentes : 39 GIE obtiennent des délibérations, et environs 1032 délibérations au profit des femmes et jeunes ont été effectifs pendant la durée du projet seulement dans la commune de Toubacouta (et dans 20 villages)

Des économies d'échelle ont-elles été réalisées grâce au travail en programme commun et/ou en synergie avec d'autres acteurs ?

Dans sa conception, le programme a prévu plusieurs mécanismes permettant de créer des économies d'échelle :

- les périmètres maraîchers au niveau communautaire permettant la mise en commun des moyens de production (assistance technique, semence, clôture) et des ressources pour plusieurs familles,
- la collaboration avec des projets avec les services techniques de l'état (SDEPA, Service d'hygiène, le Centre d'Interprétation de Toubacouta (CIT)), la DGPRE et des collaborations avec les communes afin de bénéficier à titre gratuit de prestations publiques (formation, sensibilisation, ...), de terrains et de frais de bornage. Par ailleurs, d'autres activités s'inscrivent dans le même sillage :
- L'achat, la formation et la démultiplication de semences paysannes
- L'achat de vaccins avec un mécanisme de renouvellement des stocks à travers une contribution communautaire des avicultrices bénéficiaires, (fonds rotatif)
- L'utilisation des charrettes achetées dans le cadre du projet de la Coopération Allemande (GIZ) pour le transport des ordures ménagères (commune de Diouroup).
- A la faveur du Covid-19, les caravanes prévues ont été remplacées par des émissions de sensibilisations au niveau des radios communautaires. Ainsi l'audimat a concerné 182 772 personnes pour Radio Ndiombato Fm, 70.000 personnes pour Foundiougne Fm et 200.000 personnes pour Ndef Leng Fm,
- La sensibilisation/formation ou la capitalisation des expériences des pairs pour le changement de comportement (exemple visite de la commune de Toubacouta au niveau de la commune de Mbam) ou le renforcement de capacité (mise en place des périmètres maraichers ; etc.).

Par plusieurs partenariats locaux, le programme arrive à minimiser les coûts³⁹.

- Dans le cadre du plaidoyer pour la promotion des semences paysannes, Solidagro, Broederlijk Delen, Sos Faim et Autre Terre ont intégré une Alliance plus large avec des organisations non belges dont un des résultats est la mise en place d'un comité sur le "Traité International sur les Ressources

38 Entretien avec Monsieur Elhadji Cissé (CNCR), et entretien Ndour DDC de l'ELS

39 Senegal Lessons Learned 2018

Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture" (TIRPAA). Elle sonne également la première participation de l'Etat du Sénégal⁴⁰ à une rencontre du TIRPAA au niveau international,

- Le comité de pilotage du programme a facilité une bonne collaboration avec le SDEPA (Services Départementales de la Production Animale, de Foundiougne et de Fatick) et avec la ferme agroécologique Kaydara (formateur en agro-écologie pour le programme);
- la synergie entre le programme PROSAF (programme sur le droit à l'alimentation financé par la coopération finlandaise au niveau de l'ELS) et le programme de Solidagro par une coïncidence partielle de la zone d'intervention – les communes de Mbam et de Djilor. Cette coïncidence était une stratégie retenue avec l'ELS au moment de l'identification du programme « Luttons ensemble pour les droits de tous » ;
- l'intervention du programme de l'USAID « Feed the Future » à travers la Fédération des femmes « And Liggey Niombato » prend en charge le volet nutrition des enfants avec la fabrication et la mise à disposition de la farine composée, la formation sur les techniques de maraichage AE en synergie avec le programme, l'introduction de cultures bio-fortifiées (maïs, sorgho, mil, niébé, patate douce) pour l'amélioration du score SDAM (Score de Diversité Alimentaire au niveau des Ménages, un indicateur du programme) ;
- la collaboration entre l'ELS (Fédération des femmes « And Liggey Niombato ») et l'association Nebeday sur l'agroforesterie.

En partant de ce qui précède, on peut conclure que le programme mis en œuvre au Sénégal est efficient. Il a réalisé des économies d'échelle ; assuré la qualité des activités ; mis en place une gouvernance inclusive et participative et respecté les chronogrammes budgétaires et opérationnels.

-La contribution des partenaires au programme correspond-elle aux prévisions ? Est-ce-que les partenaires, les parties prenantes ont bien joué leur rôle prévu dans le dossier technique ?

De manière générale les différentes parties prenantes ont respectivement joué leurs rôles. Le CNCR s'est concentré sur le plaidoyer pour le droit d'accès des femmes à la terre et, dans une moindre mesure, du droit d'accès aux semences paysannes. Pendant ce temps ELS a fait le focus sur le droit à l'alimentation, le droit de l'accès à l'eau potable, le droit des enfants. Toutefois, il faut noter qu'ELS a hérité des activités de FEE, 3^{ème} partenaire du programme, qui a été sorti dès la première année. Ce qui a élargi son champ d'intervention. Il en est de même de la révision du nombre de commune passant de 7 à 5 mais aussi de l'intégration de nouveaux villages dans le programme ainsi que de nouvelles cibles telles que les jeunes filles saisonnières dans les activités maraichères.

Par ailleurs le document du programme prévoyait de travailler avec la SAPPATE comme partie prenante sur les semences paysannes mais par la suite elle a été suppléée par la participation de Solidagro à une plateforme d'une vingtaine d'OP et d'ONG nationales et internationales actives dans les semences paysannes (SOS Faim, Broderlijk Delen, Autre Terre, ECLOSIO, Le Monde Selon les Femmes) et l'agroécologie

Partenaires/parties prenantes	Rôles prévus dans le programme	Réalisation
Femme Enfance Environnement (FEE)	Le partenaire FEE sera responsable pour l'exécution des activités des Résultat 1 et 3 dans 3 communes. En ce qui concerne le plaidoyer au niveau régional, FEE est spécialiste sur les effets du changement climatique et son influence sur la fertilisation des sols. Dans la région de Fatick c'est surtout la salinisation des sols qui est le problème	Suite à des pratiques frauduleuses, le contrat avec FEE est interrompu par Solidagro au 28/02/2018

40 A travers le Ministère de l'agriculture

	majeur pour les écosystèmes naturels et les écosystèmes agricoles. Le phénomène de la salinisation affecte 33% de la superficie totale de la région. FEE s'intégrera dans les actions de plaidoyer au niveau local, régional et national sur ce thème. La main d'œuvre des enfants dans les exploitations de sel touche aux droits des enfants.	
Le Département du Développement Communautaire à Fatick de l'Eglise Luthérienne du Sénégal (ELS)	Le service jouera un rôle central dans la lutte contre la maladie du Newcastle, notamment pour la formation des femmes actives dans l'aviculture	ELS a renforcé sa position à partir de 2018. Elle a couvert cinq communes alors qu'au départ en 2017, elle ne couvrait que trois communes. Mis à part les Semences Paysannes et l'Accès à la terre pour les femmes, toutes les autres thématiques du programme sont mises en œuvre ou appuyées par ELS.
Conseil National de Concertation et de	Le plaidoyer pour l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes sera porté par le CNCR compte tenu de sa légitimité en tant que fédération paysanne	Le Résultat 2 a été porté et mis en œuvre par le CNCR où l'accent a été mis sur la gouvernance foncière.
Coopération des Ruraux (CNCR)	nationale et son ancrage dans la région de Fatick. Son implication en tant qu'un des représentants de la société civile dans le processus de réforme foncière en cours au Sénégal sera appuyée par le programme et le CNCR pourra faire bénéficier aux autres partenaires son expérience et son expertise sur le sujet en élaborant des séances de renforcement de capacités sur la gouvernance foncière	Grâce à l'action du CNCR et de la mobilisation des femmes, la Commune de Diouroup a décidé d'annuler les frais de bornage en vue de l'immatriculation de terres pour les femmes et les GIE de femmes ; Des promesses fermes ont été faites par les communes de Mbam, Djilor et Niakhar. Presque toutes les OCB ont bénéficié d'une délibération foncière d'au moins 1 ha Au début 2018, le CNCR est demandé d'assumer aussi le rôle « genre » pour le programme
Le Service Régional (et Départemental) de l'Elevage	Le service jouera un rôle central dans la lutte contre la maladie du Newcastle, notamment pour la formation des femmes actives dans l'aviculture	Le SDEPA est engagé dans le Comité de Pilotage du programme, a formé les relais de vaccinateurs ainsi que les animateurs de ELS. Il a joué un rôle important dans la maîtrise du volet.
Solidarité pour l'Autopromotion Paysanne dans l'Arrondissement de Tattaguine et Environs (SAPPATE)	La SAPPATE en sa qualité d'organisation paysanne, est préoccupée par la mainmise des multinationales sur les semences qui sont peu adaptées à l'agriculture tropicale dans un contexte de changement climatique. Le programme appuiera la SAPPATE à faire le plaidoyer pour la promotion des semences paysannes. Ce travail sera aussi mené en synergie avec la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique (COPAGEN), dont ENDA PRONAT, appuyé par le Monde Selon les Femmes (LMSF), est le point focal au Sénégal.	Le partenariat avec SAPPATE a été interrompu car celle-ci était en dessous des attentes en ce qui concerne son rôle sur les semences paysannes et aussi du fait de son manque de motivation constaté en 2017. Solidagro a repris l'activité et a travaillé avec la ferme 4 Chemins pour former les femmes sur les activités maraichères Pour le plaidoyer pour la promotion des semences paysannes, Solidagro en partenariat avec un pool d'organisations dont le CNCR Broederlijk Delen, Sos Faim et Autre Terre, a assuré la mise en œuvre de l'activité

II.5. IMPACT (3)

-Les bénéficiaires reçus par les groupes cibles ont-ils eu un effet global plus large sur un plus grand nombre de personnes dans le secteur, la région ou le pays dans son ensemble ?

Les mises en place de Plateformes communales de COGES pour l'EHA, du réseau des relais vaccinateurs communautaires ont été louées par les autorités aussi bien locales que nationales., La formation de réseaux de

vaccinateurs par le service d'élevage en est une illustration, le recrutement par l'Etat de relais volontaires en élevage afin d'appuyer le Chef de Poste Vétérinaire intervenant dans la Commune de Toubacouta en est une autre. Les « cleaning day » organisées par l'Etat central au niveau national en responsabilisant les communautés dans la prise en charge de la salubrité de leur environnement immédiat semble être un prolongement « des 78 Heures EHA de Toubacouta » qui ont été plébiscitées par les autorités locales. La popularité obtenue par le maire de Toubacouta suite au travail effectué avec les chefs de villages, les propriétaires de terres et autres détenteurs d'obligations l'a propulsé à la députation. De même, la Fédération ALN est devenue une interlocutrice privilégiée d'un grand nombre d'intervenants dans la zone. Les émissions radiophoniques sensibilisant sur l'EHA ou l'accès à la terre ont touché un audimat au-delà des villages cibles. D'autres organisations telle IPAR capitalise les résultats du programme. Les résultats obtenus sur le nombre de délibérations au profit des femmes et la pacification du débat sur le foncier est en passe de devenir un cas d'école à partager au niveau national pour une plus grande ouverture à l'endroit de femmes et des jeunes.

Grâce à l'action du CNCR et de la mobilisation des femmes, la Commune de Diouroup a décidé d'annuler les frais de bornage en vue de l'immatriculation de terres pour les femmes et les GIE de femmes. Des promesses fermes ont été faites par les communes de Mbam, Djilor et Niakhar.

Grâce au programme, la DGRPE en partenariat avec le PARERBA a mené des actions de sensibilisation et de formation sur le Code de l'Eau dans les autres Communes de l'Arrondissement de Toubacouta comme Keur Samba Gueye, Nioro Alassane Tall et Keur Saloum Diané.

-Quelles sont les retombées potentielles de l'action à moyen et long terme)

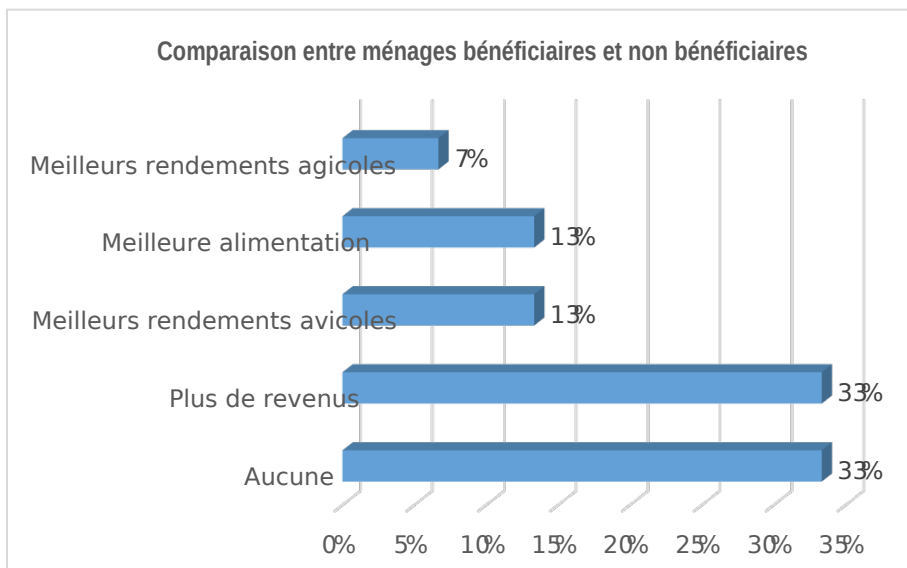
Plusieurs retombées potentielles pourraient être attendues à moyen et long terme:

- Volet aviculture
 - o la disparition de la maladie de Newcastle dans les villages bénéficiaires et une forte relance de l'aviculture locale.
 - o l'installation d'un centre de production avicole et d'aliments de bétail. Le chef de village de Diaglè a déjà mis à la disposition des relais vaccinateurs un terrain de 1500 m² dédiés à cet effet.
- Volet Agro-écologie
 - o L'émergence de nouveaux emplois verts avec
 - la mise en place d'une unité de production compost pour la prise en charge d'un besoin partagé par toutes les femmes: le sac de 50 kg pourrait être vendu à 3000 FCfa,
 - la mise en place d'une unité de fabrication de biofertilisants et de produits phytosanitaires bio la production de pépinières sous serre durant l'hivernage (surtout au mois d'aout) avec une commercialisation entre septembre et novembre La production de plants pour le reboisement des périmètres maraichers pour brise-vent et arbres fertilisants
 - la création et le développement d'un marché labélisé bio
 - L'extension des superficies cultivées sous le modèle agro-écologique dès que les contraintes sont levées : biofertilisants, produits phytosanitaires, commercialisation : marché
 - Amélioration dans le domaine du stockage, abandon progressif des pesticides, renforcement sur les techniques maraichères, renforcement de l'autonomisation des femmes
- EHA
 - o Amélioration de l'hygiène et de la santé des populations
 - o Assimilation des pratiques d'hygiène par les populations à travers les enfants-prescripteurs qui deviendront acteurs de changement dans leurs familles et entourages respectifs

- o le Maire de la Commune de Mbam s'est engagé pour combattre la maladie de Newcastle à l'échelle communale.
- Accès des femmes à la terre
 - o Une plus grande place des femmes dans les instances de décision
 - o Un effet tache d'huile de la dynamique d'affectation de terre aux femmes dans les autres régions du Sénégal
- Sécurité alimentaire (SDAM)
 - o Amélioration de la qualité de la consommation alimentaire dans les ménages et une réduction de la période de soudure
- Autre non prévu : Capitalisation des effets positifs cumulatifs du programme par le maire de Toubacouta (qui a été porté à la députation)

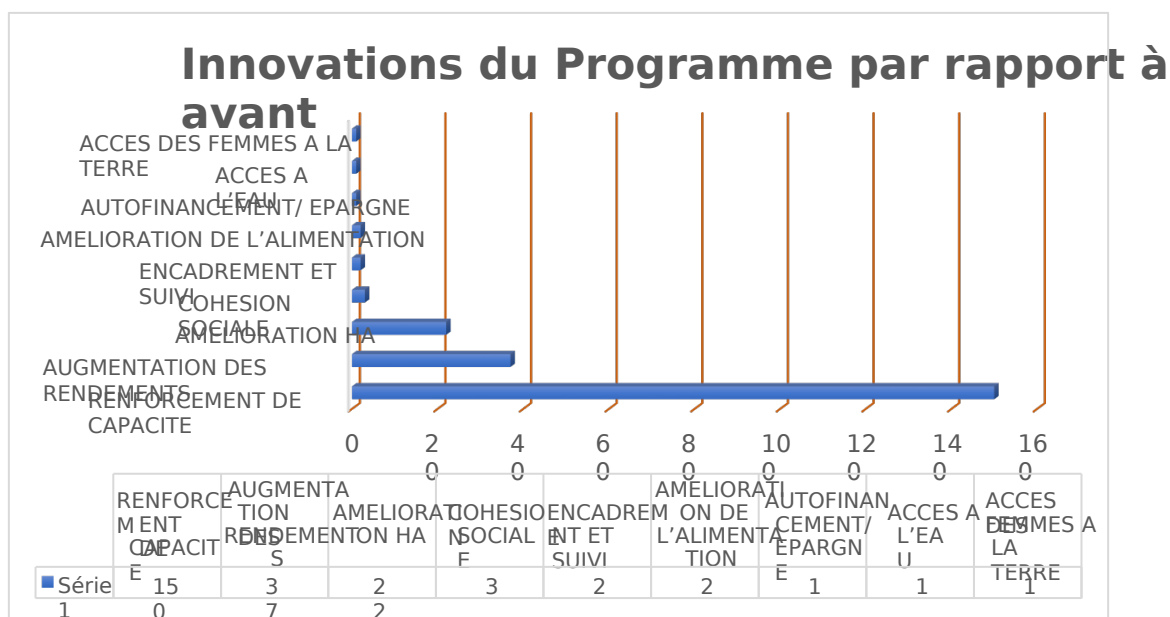
Quelle différence l'intervention fit-elle ?

Le lot témoin enquêté a mentionné des résultats qu'ils ont observés au niveau des bénéficiaires de l'intervention. Ces résultats vont des revenus plus importants à de meilleurs rendements agricoles et avicoles. Si 1/3 des bénéficiaires ne voit aucune différence, 1/3 a reconnu que l'intervention a fait une différence dans le quotidien des bénéficiaires en termes de revenus. Par ailleurs, 13% avancent que les bénéficiaires ont les meilleurs rendements avicoles, une meilleure alimentation et 7% affirment que les bénéficiaires ont les meilleurs rendements agricoles comme le montre le graphique suivant.



Par ailleurs, afin d'appuyer les efforts du Réseau des vaccinateurs, le chef du village de Diaglè (Commune de Toubacouta) a mis à sa disposition un terrain de 1.500 m². Pour sa part, le Maire de Toubacouta a promis de délibérer sans frais (normalement payant) en faveur du réseau des vaccinateurs (donner un acte de propriété par le conseil municipal). Le projet du réseau est d'y ériger un centre de production avicole et d'aliments de bétail.

Le programme a été à l'origine de quelques innovations



Selon les bénéficiaires 3 activités se présentent parmi les plus innovantes et qui participent à changer leur vie : le renforcement de capacité y compris de leadership, l'augmentation des rendements pour les cultures maraichères, l'amélioration au niveau de l'EHA.

-Certains aspects du programme ont-ils été répliqués dans les communautés voisines (par d'autres personnes que les bénéficiaires directes)?

Dans la commune de Toubacouta, d'autres organisations et d'autres personnes non bénéficiaires du programme ont bénéficié de délibérations foncières suite à celles accordées aux OCB et individus bénéficiaires. Aujourd'hui plus de 20 OCB veulent intégrer la Fédération et attendent l'avis du Conseil d'Administration.

-Quelle capitalisation a été réalisée en cours du programme ? Est-ce que la capitalisation a été diffusée ?

D'une part, le programme a initié annuellement une réflexion sur les leçons apprises qui permet au fur et à mesure de capitaliser sur les enseignements à tirer du processus. D'autre part, Solidagro et ses partenaires ont produit et diffusé

- un guide juridique d'accès des femmes à la terre
- un film sur la gouvernance foncière (Commune Toubacouta ; Mbam. Djilor)
- un film sur Luttons ensemble pour le droit à l'alimentation
- un film 4 Avril 2019. Clubs EHA Toubacouta
- un guide illustré sur l'Approche participative dans les projets d'eau, d'hygiène assainissement en milieu rural
- un film La réponse communautaire à la maladie de Newcastle
- classe les documents qu'il juge importants sur le cloud.

-Est-ce que les relations entre les groupes cibles et d'autres acteurs ont changé ? Est-ce que les relations entre les partenaires et d'autres acteurs ont changé ?

L'approche participative mise en avant par le programme a permis un rapprochement entre les différents acteurs. En effet, la combinaison de plusieurs thématiques, de même que les activités menées sur le terrain et consolidées par des actions de plaidoyer auprès des autorités ont permis de renforcer les relations entre les différents groupes cibles. Comme illustrations on peut citer :

- Les invitations par le Sous-préfet ou le Préfet à assister au CLD (Comité Local de Développement au niveau de l'Arrondissement de Toubacouta) ou au CDD (Comité Départemental de Développement au niveau du Département de Foundiougne). Il en est de même des multiples invitations de la Mairie à l'occasion de rencontres dont elle a la responsabilité (par exemple la rencontre d'information sur le pétrole car il y a une découverte de gisement de pétrole off-shore dans la commune)
- La participation de la Mairie de Toubacouta à la campagne de sensibilisation sur la maladie de Newcastle initiée par le réseau avec l'appui financier de ELS, la Mairie de Toubacouta avec la mise à disposition d'un véhicule. C'est la première fois que les services de la Mairie mènent une action en faveur de l'aviculture traditionnelle,
- Les formations menées par le CNCR sur la Gouvernance Foncière en direction des élus locaux et des groupes-cibles a facilité la communication entre les Institutions Municipales et les femmes en ce qui concerne les procédures d'accès à la terre. Le CNCR a renforcé son leadership sur les questions foncières au niveau local.
- En 2020, avec l'avènement de la pandémie du Covid 19 qui a impacté significativement le déroulement normal des activités du programme, les membres du réseau des vaccinateurs se sont substitués aux animateurs d'ELS pour le déroulement des actions du volet : animations, sensibilisation vaccination, approvisionnement en vaccins, disponibilité financière, contact direct et permanent avec le Service de l'Elevage

II.6. DURABILITE (3)

- Quel est le potentiel de survie de l'intervention du point de vue financier et économique ?

Dans la commune de Toubacouta, la Fédération des Femmes AND LIGGEY NIOMBATO (72% des villages de la commune de Toubacouta, (40/55)) a bénéficié d'un important accompagnement du programme, a fini de démontrer sa crédibilité auprès des populations, autorités locales et partenaires stratégiques. C'est cette position qui fait d'elle une des principales interlocutrices d'autres intervenants tels que KAWOLOR et IPAR. Ces partenariats peuvent renforcer les acquis du programme. Aujourd'hui même si le programme se retire, la fédération pourrait continuer à rendre services à ses membres.

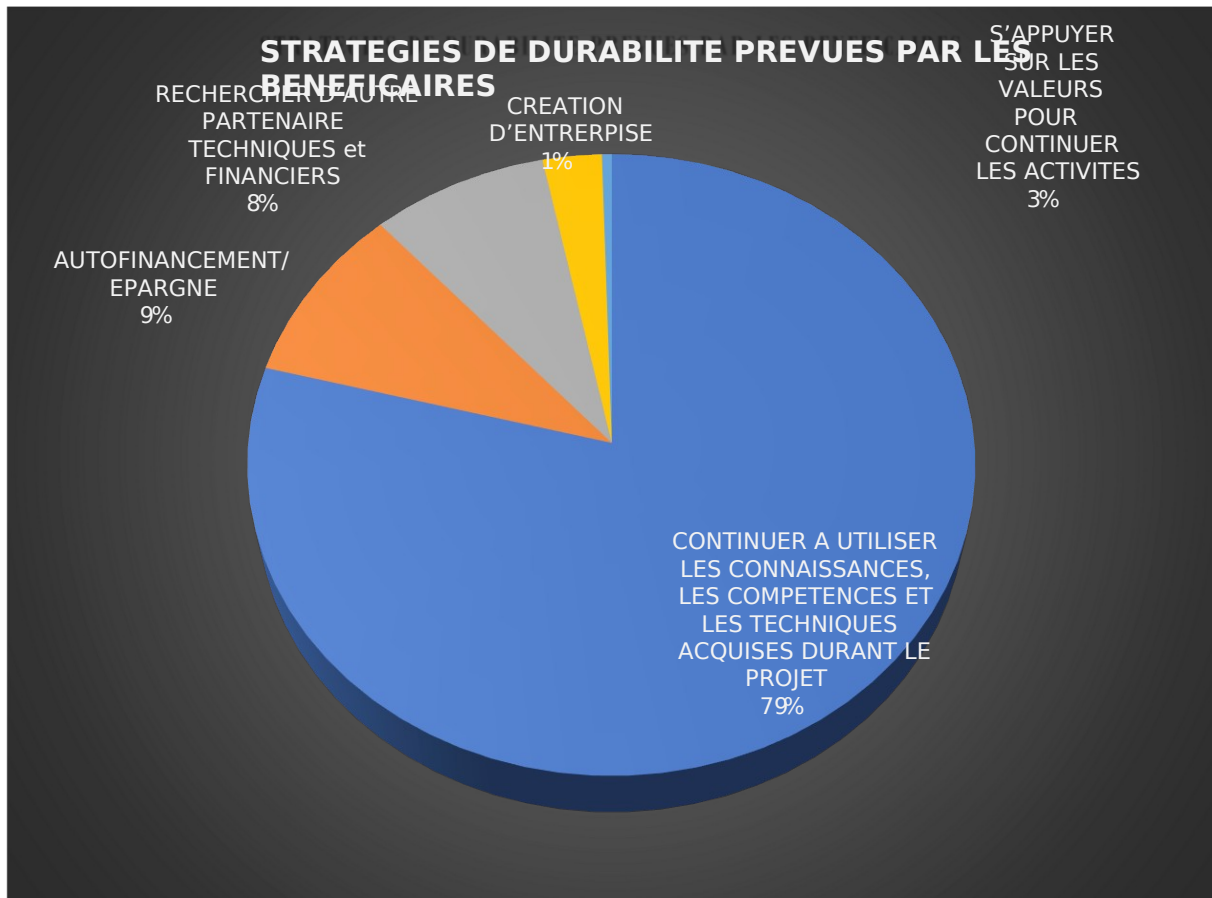
A la fin du programme, le niveau organisationnel et institutionnel des OCB (Autonomie, fonctionnement et partenariat) est évalué à 4 et 58% d'entre elles sont membres d'un réseau ou fédération fonctionnelle. Pour l'augmentation des revenus, les processus d'autonomisation semencière des femmes maraichères et l'intervention sur l'aviculture communautaire participent fortement au renforcement du pouvoir économique des femmes et des jeunes et par conséquent, à leur autonomisation. Enfin, les interventions sur le volet EHA et surtout la dynamique au niveau des puits d'eau potable et au niveau des écoles devrait avoir un effet non négligeable sur la baisse des dépenses liées à la santé.

- La mise en place de fonds rotatifs pour les semences et les vaccins (le programme finance un premier achat, par lequel les bénéficiaires installent un fonds rotatif qui permet d'acheter les biens dans les années suivantes) ;
- La sécurisation foncière par l'obtention des actes de propriété et les investissements faits dans les périmètres maraîchers.

-Les conditions pour l'appropriation locales sont-elles remplies et le resteront-elles après la fin de l'intervention ?

En plus du partenariat avec une organisation locale et des aspects économiques et financiers, l'appropriation des actions par les bénéficiaires constitue également un important facteur de durabilité. En effet, la durabilité ne pourrait se concevoir en l'absence de la participation communautaire et l'accès des bénéficiaires aux ressources. Ainsi, en mettant le détenteur de droit au centre de son processus de développement, l'approche basée sur les droits constitue un gage de durabilité. L'adoption des détenteurs d'obligations tels que les chefs de villages, les propriétaires terriens et les élus locaux d'affecter des terres aux femmes est un important changement de paradigme et de transformation sociologique des rapports au sein de la région de Fatick foncièrement traditionnelle.

Les bénéficiaires rencontrés lors de l'intervention ont mentionné les stratégies suivantes pour pérenniser les acquis du projet.



Pour les représentants des GIE rencontrés, les stratégies suivantes seront mises en œuvre pour assurer la pérennité des acquis du projet :

- Utiliser les connaissances, les compétences et techniques acquises
- Mettre en place leur propres fonds de roulement/autofinancement
- Chercher de nouveaux partenaires
- Création d'entreprises pour couvrir les services manquants

-Les partenaires disposent-ils des capacités nécessaires afin de contrôler eux-mêmes l'intervention et de poursuivre les résultats ? Est-ce que des cadres locaux sont formés et responsabilisés ?

Dans un souci d'efficacité et de durabilité des acquis, le programme a mis en place et/ou appuyé des cadres locaux susceptibles de poursuivre les actions enclenchées. Ces cadres ont bénéficié d'un appui organisationnel et institutionnel du programme et aussi d'appui financier ou matériel. On peut ainsi citer :

- la Fédération des Femmes AND LIGGEY NIOMBATO
- la plateforme communale EHA qui a comme objectif d'être le porte-parole des usagers par rapport à la commune (plaidoyer)
- Le réseau des vaccinateurs pour une meilleure organisation des relais-vaccinateurs et pour lutter plus efficacement contre la maladie de Newcastle
- Le réseau des relais maraîchers

-Quels sont les facteurs qui pourraient contribuer ou fragiliser la durabilité des changements ?

Les dynamiques enclenchées actuellement par le programme aussi bien au niveau des fédérations/réseaux qu'au niveau des populations bénéficiaires, même si elles contribuent fortement à la durabilité, sont encore fragiles. Avec les perturbations liées au COVID-19, l'absence de marché des produits bio, l'insuffisance du compost et de la fumure organique et des produits phytosanitaires, l'insuffisance des semences et des pépinières, le déficit d'engagement des jeunes hommes dans les activités d'EHA, le chevauchement pour ne pas dire concurrence non encore assainie avec d'autres interventions, la concurrence exercée par les cultures du mil et de l'arachide, un retrait à ce stade de Solidagro dans la zone pourrait fragiliser les acquis.

II.7. THEMES TRANSVERSAUX

II.7.1. Genre

-Dans quelle mesure la dimension du genre a-t-elle été prise en compte ?

Les principaux concepts démontrant qu'un programme est sensible aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes sont l'inclusion, la participation, la non-discrimination et des relations de pouvoir équitables. Ces dimensions sont bien prises en compte depuis la formulation jusqu'à l'évaluation du projet, et dans la mise en œuvre, le projet a veillé à leur prise en compte.

Dès sa conception, le programme a ciblé les femmes (plus de 90%) et les jeunes à travers les organisations communautaires de base (OCB). La réalité du terrain a démontré qu'il a été principalement consacré aux femmes et bien moins aux jeunes (hommes). Ainsi :

- Le renforcement organisationnel des OCB, les formations sur l'agroécologie, l'EHA, la maladie de Newcastle, le foncier ont concouru à renforcer la confiance en soi chez les femmes bénéficiaires du programme
- Le renforcement des capacités des conseillères municipales des communes de Toubacouta, Mbam et Djilor participe à l'amélioration de la qualité de la participation féminine au sein des instances municipales
- Le renforcement du leadership individuel et collectif des femmes les encourage à se positionner au niveau des centres de pouvoir
- L'aménagement de périmètres maraîchers pour les OCB de femmes, l'augmentation des revenus, le relèvement de la qualité de l'eau de boisson, l'allègement des travaux des femmes (système d'exhaure solaire) sont autant de bénéfices pour les femmes qui pourraient être réinvesties pour une amélioration de leurs conditions de vie.

-Quelle est la participation effective des femmes au projet/programme ?

Si l'égalité des sexes est respectée dans le cadre des activités EHA et les droits des enfants il n'en demeure pas moins qu'une discrimination positive au profit des femmes est pratiquée dans toutes les autres activités : maraîchage, accès à la terre. Les hommes n'y interviennent qu'en tant que main d'œuvre de support.

La position de la femme a-t-elle connu des changements significatifs grâce au programme : au niveau du ménage, au niveau du village (de la société) ?

Le témoignage (ou l'appel) fait par une leader d'OCB dans la Commune de Diouroup à Fatick résume la réponse.

« il est temps d'intégrer les hommes dans les sessions de formation parce que nous (les femmes) sommes en train de dépasser nos maris sur beaucoup de questions d'actualité. Et ceci à terme pourra déstructurer nos ménages, ce qui ne serait pas une bonne chose pour nous les femmes ». Cet « appel » a influencé le Comité Technique à faire la recommandation de travailler sur la masculinité positive en intégrant les hommes⁴¹.

Un second témoignage du coordinateur de la Fédération ALN confirme cette assertion : *« Les femmes sont les principales actrices bénéficiaires du programme. Elles jouent un rôle très important dans sa mise en œuvre par le dynamisme de leurs*

41 Extrait du rapport annuel 2019

organisations (GIE, Fédération). Elles s'approprient les activités du programme et ont une très grande confiance au staff et personnel de ELS/Solidagro, CNCR. A noter que dans la plupart des GIE des femmes il y a une entrée importante des jeunes femmes mais qui n'ont pas encore pris beaucoup de poste de responsabilités »

Le ciblage sur les femmes et rien que sur les femmes et les enfants (établissements scolaires) n'a pas manqué par moment d'avoir une incidence sur la gestion du temps consacré aux travaux et obligations domestiques ; ce qui constitue, selon elles, un risque de tension. On note également que les élèves actifs dans les clubs scolaires EHA sont particulièrement réceptifs des consignes pour une meilleure gestion de l'environnement. Par conséquent, les transformations à capitaliser dans la durée seront certainement attendues dans le couple mère-enfant qui devra constituer une des colonnes vertébrales du prochain programme.

II.7.2. Environnement

-Dans quelle mesure le programma a-t-il pris en compte les risques ou opportunités environnementales ?

La promotion de pratiques agro-écologiques (semences, fumure organique, produits phytosanitaires, méthodes culturales), le recyclage et la valorisation des déchets plastiques, le reboisement sont les témoins d'une prise en compte des opportunités/risques de l'environnement avec une forte incidence sur la qualité de l'alimentation, des sols, du temps (microclimat).

-Quel est l'impact positif ou négatif des activités du projet/ programme sur l'environnement ?

Le programme promeut une agriculture sans produits chimiques, la substitution des motopompes par une énergie renouvelable (équipement des puits par des panneaux solaires pour l'exhaure), un environnement sain (ramassage, tri des ordures ménagères). Tout cela contribue à préserver l'environnement et sans aucun doute à rehausser la qualité de vie des communautés.

En cas d'impact négatif, celui-ci est-il acceptable en comparaison avec les bénéfices apportés par le projet/ programme dans les domaines sociaux, économiques, etc. Des mesures correctrices ont-elles été prises pour minimiser cet impact négatif ?

Dans la stratégie de gestion des ordures mise en place à Diaglè, N dofane, Némah Bha et Soucouta, une attention particulière est donnée aux déchets plastiques non dégradables et leurs effets sur l'environnement. A côté de cela, il est à noter que le mainstreaming de l'aspect environnement est un élément de base de l'agro-écologie qui est promu par le programme. La quasi-totalité des actions soutenues par le programme ont pour objet la protection, la restauration et l'exploitation durable des terres et des ressources naturelles en général. Par exemple, le remplacement systématique des intrants chimiques par des intrants biologiques et/ou organiques protègent l'environnement.

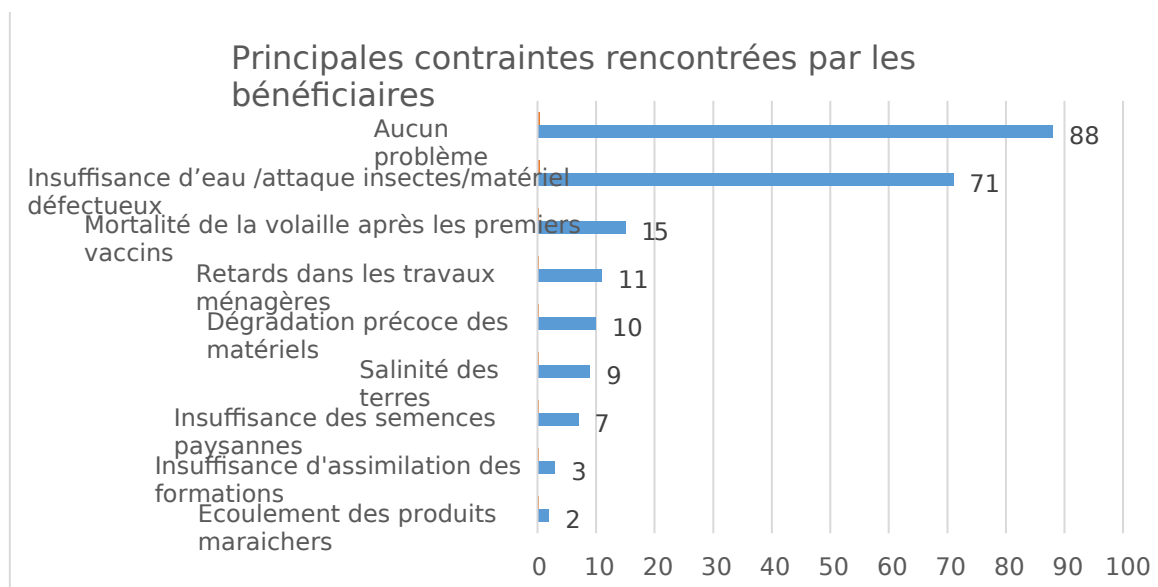
II.7.3. Droits des enfants

L'assainissement à l'école constitue un pilier majeur du droit de l'enfant. En faisant de l'enfant l'acteur principal dans les écoles, on lui confère également, de manière indirecte, une responsabilité de déteindre ses nouveaux comportements au sein des ménages. Cette conception de non-discrimination est aussi une forme de reconnaissance de leur participation aux changements dans leurs environnements immédiats. Ils ne sont pas que cibles, ils sont acteurs. L'amélioration de la quantité/qualité de l'alimentation dans les ménages a des effets directs sur le développement cognitif des enfants (droit à la vie, droit à l'alimentation, égalité de chance).

II.8. CONTRAINTES ET DEFIS

Plus de 40% des répondants affirment n'avoir rencontré aucune contrainte particulière, alors que 32% avancent que l'insuffisance d'eau, les attaques d'insectes, l'insuffisance/la dégradation précoce du matériel constituent des problèmes majeurs. Le temps de travail qu'exige les périmètres maraichers impacte également sur les travaux

ménagers au niveau domestique (5%), ce qui ne manque pas de créer des conflits au niveau de certains couples.



D'autres contraintes majeures ont été soulevées :

- L'éclatement des zones d'intervention avec un volume d'activités différent ne facilite pas la mise en œuvre
- Les investissements dans les périmètres ne sont pas à la hauteur des ambitions (en termes de ressources humaines et d'investissements directs⁴²)
- Le respect des distances exigées d'une culture à l'autre pour une agriculture écologique n'est pas souvent observé
- L'utilisation en conflit avec le règlement interne du GIE d'engrais chimiques dans les parcelles bio va à l'encontre des promesses du projet
- L'insuffisance de la fumure organique pour la production de compost en grande quantité pour amender de grandes superficies (la limite objective est que la zone n'est pas une grande zone d'élevage) amène les productrices à utiliser les engrais chimiques et compromettre les acquis du programme.
- Le faible « rendement » à ce stade de la culture agro écologique du fait d'une absence de marché bio n'encourage pas les femmes
- L'absence d'un marché de commercialisation des produits bio constitue un risque. Les produits se vendent sur les mêmes marchés auprès des mêmes clients avec les mêmes prix alors que les rendements sont moins bons comparés aux produits ayant reçus les engrais chimiques et même si la qualité des produits bio est meilleure. Le seul avantage est que l'oignon bio se conserve plus longtemps
- L'installation de certains périmètres dans des bas-fonds inondables en hivernage (sol argileux) constitue un handicap. Seul des villages au sol dior⁴³ bénéficient de l'opportunité de cultiver toute l'année

42 Un périmètre de 5 ha avec 2 ou 3 puits dont 1 seul équipé de panneau solaire ne permet pas de satisfaire les besoins et est une source de tension chez les femmes. Par ailleurs, il est difficile pour un seul technicien agricole d'apporter l'assistance technique à plus de 35 périmètres avec leur éclatement. « J'ai besoin de personnel de support pour accompagner les femmes jusqu'à maturation des pratiques agro écologiques » extrait de l'entretien avec Monsieur Sagne Technicien agricole

43 Exemple Ndoffane⁴³ dans les communes de Diourouf et de Niakhar de même qu'à Santhie Berra dans le Toubacouta

- La production maraichère subit une forte concurrence des cultures de mil et d'arachide qui sont également des cultures de rente (le mil étant devenu un vivrier marchand)
- La salinité des terres est une contrainte majeure à l'agriculture ⁴³
- L'absence de la culture de recyclage des ordures ménagères pour la production de compost est un autre facteur à soulever
- Le déficit de l'implication des jeunes hommes dans les activités EHA est une donnée insuffisamment prise en charge dans les ajustements du programme
- Le chevauchement d'interventions de plusieurs projets différents auprès des mêmes acteurs et sur les mêmes périmètres :(des partenaires interviennent parfois sur la même parcelle que celle aménagée par le programme) peut compromettre les acquis.
- L'inadaptation de logistique utilisée sur terrain (motocyclette) par les agents de terrain compte tenu de l'éclatement de la zone d'intervention et les distances à parcourir
- L'absence d'activités de communication pour une meilleure visibilité des activités et résultats du programme • Les bénéficiaires n'arrivent pas parfois à séparer les résultats des différents intervenants qui se superposent (dans les mêmes villages et les mêmes bénéficiaires). Cette confusion est entretenue par les projets qui utilisent parfois les mêmes ressources humaines d'un projet à l'autre. Ce qui fait parfois que les ménages ne reconnaissent pas les noms des projets/programmes mais ceux des personnes avec qui ils sont en contact permanent.

II.9. LEÇONS APPRISSES

- La production en langues locales du guide juridique sur le foncier, les formulaires des demandes de formalisation des titres de propriétaire, les fiches de procédure des étapes de la formalisation constitue des instruments-outils d'avant-garde pour le changement de paradigme
- L'accès à la terre, la sécurisation foncière (actes délibération) ne sont pas fermés pour les femmes en réalité mais le processus qui y mène exige plusieurs instruments, techniques et rationalités,
- L'augmentation continue de la production de semences paysannes permet d'élargir les superficies emblavées sous le modèle agro écologique et de conserver le patrimoine génétique
- La rentabilité des exploitations agricoles des OCB et un accroissement des revenus seront les principales motivations des membres
- La pandémie COVID 19 a révélé la capacité de résilience de l'agriculture qui a permis de survivre aux restrictions (fermeture des marchés, interdictions des déplacements interurbains, gel des transferts du fait de la suspension des activités des « goorgoorlu » qui avaient rejoint les villes pour appuyer financièrement les familles rurales) ;
- La disponibilité monétaire par le vivrier marchand (produits maraichers, céréales, légumineuses) pour couvrir les dépenses du ménage est une donnée à intégrer dans les interventions visant l'amélioration de la sécurité alimentaire ;
- Une conversion graduelle des terres cultivées vers le système agro-écologique exige non seulement une formation sur les techniques de production de semences maraichères, une sensibilisation sur les qualités nutritives des productions
- La création des clubs scolaires a favorisé une mutualisation des pratiques et permet aux enfants de s'exprimer,
- La responsabilisation d'élèves pour le reboisement des plantes, leur entretien pourrait faire revivre l'idée des jardins scolaires
- La sensibilisation par les pairs (partage d'expérience model de gouvernance foncière d'une commune à l'autre) est une méthode efficace pour le changement de paradigme,

- La présence assidue de Solidagro pour le suivi et la coordination des activités constitue une forme d'émulation
- L'accompagnement de proximité de Solidagro et la volonté de se retrouver ensemble autour de nouvelles thématiques, processus ou approches comme l'ABD, renforcent davantage les relations entre les organisations.
- L'approche communautaire est par essence un facteur d'efficience.
- La durabilité ne pourrait se concevoir en l'absence de la participation communautaire et leur accès aux ressources. Par conséquent, l'approche basée sur les droits constitue un moyen de durabilité dans la mesure où elle met le détenteur de droit au centre de son processus de changement.
- L'apprentissage collectif à petite échelle pourrait constituer une rampe de lancement vers des synergies plus importantes,
- La transition agro écologique au Sénégal passera nécessairement par le plaidoyer et la démonstration des plus-values et se fera nécessairement à travers des synergies et des alliances, C'est ce qui rend pertinent la constitution de grands ensembles à l'image de la DYTAES (Dynamique pour la Transition Agro écologique au Sénégal)
- Les problèmes de contrôle du pouvoir et de leadership peuvent constituer des menaces pour plomber les processus de changements
- La responsabilisation des relais vaccinateurs de volaille mais aussi leur autonomie financière est gage de durabilité de l'activité
- Le renforcement de la présence des conseillères municipales au niveau des conseils municipaux pèse fortement sur la défense de leur droit
- La maîtrise des contextes sociologiques et institutionnels par les partenaires constitue un facteur d'efficacité

II.10. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Après cinq ans d'exécution le programme DGD-17 /21 a démontré sa capacité à influencer les processus de transformations sociales, économiques et environnementales. L'introduction d'alternatives à l'agriculture classique faisant fi de la préservation de l'environnement à travers l'agroécologie, l'accès des femmes au foncier, l'exercice du droit à l'alimentation (maraichage, aviculture locale et l'eau potable) au profit des communautés, l'intérêt marqué des enfants dans leur prise de rôle pour exercer leurs droits, sont autant de facteurs qui renouvellent l'espoir des populations pour le futur. Malgré les résultats satisfaisants obtenus, un certain nombre d'orientations devraient être prises pour assurer non seulement la pérennité des acquis mais aussi à relever leur qualité. Les recommandations ci-dessous découlent des enquêtes et de l'analyse des données.

	Recommandations	Destinataires	Importante	Priorité	Source
	Gestion/budget du programme				
1	Créer un cadre de concertation des intervenants dans chaque commune sous la présidence du sous-préfet pour une meilleure coordination et un meilleur impact des interventions	Préfet de Toubacouta/Maire de Toubacouta/Responsables programmes et projets	Haute	Haute	Préfet /Partenaires
2	Optimiser la zone d'intervention en travaillant sur un ensemble de villages plus homogène, moins éclatés	Solidagro	Haute	Haute	Partenaires
3	Rendre fonctionnel le cadre de gouvernance et renforcer les synergies des parties prenantes (comité technique, comité de pilotage) pour une meilleure animation du processus	Solidagro /partenaires de mise en œuvre et autres parties prenantes	Haute	Haute	
4	Former les partenaires sur la Théorie du Changement	Solidagro	Haute	Haute	Partenaires
5	Réserver aux hommes un quota d'au moins 10% dans le prochain programme	Solidagro	Haute	Haute	Partenaires
6	Introduire dans le programme la sensibilisation des filles sur la gestion de leurs menstrues ; l'utilisation de serviettes hygiéniques lavables/ Intégrer les garçons et les jeunes hommes dans les sensibilisations pour l'EHA et la GHM	Solidagro	Haute	Moyenne	Partenaires CODEC
7	Eviter le fonçage de puits dans des zones où la nappe tarit plus vite /réaliser de petits ouvrages (digues de retenues pour le bétail, mini bassins de rétention pour collecter les eaux de pluies), continuer à accompagner les populations dans la gestion efficiente de la ressource eau	Solidagro	Haute	Moyenne	Partenaires EDEQUE
8	Trouver les mécanismes d'autonomie de la plateforme communale (fabrication savon, détergent, etc.)	COGES/GIE Solidagro	Moyenne	Moyenne	Partenaires COGES

9	Faire la promotion des résultats du programme (capitalisation) au niveau des médias nationaux	Solidagro	Moyenne	Moyenne	Partenaires
10	Ressources humaines				
11	Intégrer le renforcement des capacités des agents des partenaires (ELS, CNCR, etc.) dans les budgets	Solidagro	Moyenne	Moyenne	Partenaires
12	Former les partenaires sur la Théorie du Changement				Partenaires
13	Prévoir plus des techniciens agronomes/supports concentrés sur le maraichage pour accompagner les femmes	Solidagro	Moyenne	Moyenne	Partenaires
	Investissements auprès des bénéficiaires, réseaux/plateformes.				
14	Mettre en place une unité de production d'intrants agroécologiques : compost, biofertilisants et produits phytosanitaires, semences paysannes, (opportunités de création d'emplois verts)	GIE	Moyenne	Moyenne	Partenaires Bénéficiaires
15	Pour les sols argileux construire des serres de 500 m ² ou plus pour produire des pépinières durant l'hivernage (surtout mois d'aout).	GIE	Haute	Haute	Partenaires Bénéficiaires
16	Créer un marché de commercialisation des produits issus de l'agroécologie (les hôtels y compris)	Solidagro ANCAR/Hôteliers/GIE	Haute	Haute	Partenaires Bénéficiaires
17	Augmenter les investissements dédiés aux périmètres	Solidagro	Moyenne	Moyenne	Partenaires
18	Appuyer le projet du réseau des relais communautaires pour la mise en place d'un centre d'incubation et l'amélioration de la race locale (volaille et petits ruminants), fabrication d'aliments de volaille et intégration de cultures fourragères	Relais vaccinateurs Commune GIE SDEPA DRDR/ ANCAR	Moyenne	Moyenne	Partenaires SDEPA

ANNEXES

1. Termes de Référence
2. Calendrier d'exécution de l'évaluation
 - a. Calendrier des focus group
 - b. Calendrier des enquêtes ménages
 - c. Calendrier des entretiens avec partenaires, parties prenantes
3. Rapports des entretiens avec les focus groups (GIE)
4. Quelques exemples de délibérations foncières dans la commune de Toubacouta

5. Rapport financier : Justification mission Chauffeur

...